

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 4 / DECEMBRE 2019

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch

SAHEL

Cette région, l'une des plus vulnérables du monde, doit relever de nombreux défis

MOZAMBIQUE

Une catastrophe chasse l'autre

MICROFINANCE

Est-ce un outil efficace pour lutter contre la pauvreté ?

DOSSIER SAHEL



8

Des défis énormes

En plus de la sécheresse et de la croissance démographique, la région subit les attaques récurrentes de groupes terroristes.

10

De l'assistance humanitaire aux écoles mobiles

La DDC renforce le développement économique et l'éducation notamment.

14

« Il faut absolument faire taire les armes »

Entretien avec Aminata Sy, directrice de l'aménagement du territoire à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

16

Continuer à apprendre coûte que coûte

Pour que les élèves puissent continuer à étudier en tout lieu malgré l'insécurité persistante, des programmes radio leur sont dispensés.

18

Les femmes, actrices clés du changement

Les femmes jouent un rôle capital dans l'essor économique et la promotion de la paix.

19

Faits et chiffres

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS MOZAMBIQUE



20

Une tempête après l'autre

Tensions politiques, crise de la dette et catastrophes naturelles : le Mozambique a traversé de nombreuses difficultés ces dernières années.

24

Sur le terrain avec...

Horácio Moisés Morgado, responsable du développement économique au bureau de coopération à Maputo.

25

Des pâtisseries gourmandes pour un nouveau départ

Nurmomade Abdulcarim évoque l'avenir de son pays.

DDC



26

Retrait après un demi-siècle

La DDC met fin à ses activités au Pakistan.

29

De l'eau pour Bidi Bidi

Des images satellitaires et des données météorologiques permettent de détecter les eaux souterraines dans un camp de réfugiés, en Ouganda.

32

Partage de savoir entre Zollikofen et Bregalnica

La DDC aide la Macédoine du Nord à protéger ses ressources naturelles, uniques en Europe.

FORUM



34

La microfinance, un remède contre la pauvreté?

Chercheurs et acteurs du développement sont divisés sur l'impact des petits crédits.

37

Investissements étrangers: oui, mais...

Carte blanche : Alice Nkulikiyinka évalue les chances et les risques des investissements étrangers pour le Rwanda.

CULTURE



38

Des images puissantes

La photographie et le film documentaire jouent un rôle important dans le Caucase du Sud en proie à des conflits.

3 Éditorial

4 Périscope

33 DDC interne

41 Service

43 Coup de cœur avec Joy Frempong

43 Impressum

COOPÉRATION SUISSE: L'EXEMPLE DU SAHEL



Conformément à la stratégie 2021-2024, la coopération internationale (CI) de la Suisse est guidée par les critères suivants : défis mondiaux et besoins des pays partenaires, intérêts de la Suisse et plus-value de la CI suisse.

Les défis mondiaux et les besoins des pays partenaires n'ont guère suscité de discussions lors de la mise en consultation, cet été, de la nouvelle stratégie de coopération internationale. L'extrême pauvreté, les inégalités sociales et économiques, les violations des droits humains, la faiblesse des institutions publiques, le changement climatique, les pénuries d'eau ou la migration forcée sont incontestablement les problèmes majeurs auxquels est confrontée la CI.

La plus-value de la CI suisse constitue également un critère indéniable : la DDC, le Seco et la Division Sécurité humaine du DFAE, ainsi que des ONG, des entreprises privées et des instituts de recherche suisses jouissent d'une expertise largement reconnue à l'échelle internationale.

Le critère des « intérêts de la Suisse » mérite, en revanche, d'être clarifié. La volonté, affichée dans le projet, de renforcer les partenariats avec le secteur privé a suscité la crainte de voir les intérêts économiques d'entreprises suisses prendre le dessus. Or, cette inquiétude est infondée : aujourd'hui déjà, nous entretenons, dans un grand nombre de pays, des collaborations fructueuses avec des sociétés helvétiques, dans le but de préserver les biens publics tels que l'eau potable ou la propreté de l'air par exemple. Et nous entendons les consolider encore davantage à l'avenir.

Les principaux intérêts que la Suisse défend dans le cadre de la CI demeurent la paix, la sécurité et la répartition équitable des richesses, par solidarité avec les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. En retour, la Suisse profite d'un monde plus pacifique et plus sûr.

L'engagement de la DDC au Sahel illustre bien cette situation. Les quatre pays prioritaires que sont le Niger, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad comptent parmi les huit États les plus pauvres de la planète. Extrémisme violent, sécheresse, conditions économiques difficiles et insécurité alimentaire sont autant de problèmes qui pèsent sur leur quotidien. Ainsi, plus de dix millions de personnes sont tributaires d'une aide humanitaire. La région dénombre trois millions de réfugiés et de déplacés internes. Les opérations militaires menées par les gouvernements pour stabiliser ces pays engloutissent presque toutes les ressources financières disponibles, au détriment de l'éducation, de la santé et des infrastructures.

La valeur ajoutée de la Suisse réside dans la fiabilité et la qualité de son engagement, notamment dans des situations de conflit telles que celle du Sahel. Figurant parmi les rares bailleurs de fonds restés sur place, la Suisse a la possibilité d'influer sur les gouvernements et les autorités.

Quels intérêts la Suisse défend-elle au Sahel ? En premier lieu, la stabilité et la sécurité dans son voisinage au sens large. La réaction des sceptiques sera certainement celle-ci : « Ce que vous voulez, c'est réduire la migration ! » C'est faux : notre objectif est d'apporter stabilité et sécurité. Pour que les enfants puissent aller à l'école et suivre une formation professionnelle qui leur permette d'intégrer le marché du travail. Pour que les récoltes des paysans suffisent à nourrir la population et que des investisseurs créent de nouveaux emplois. Car la paix et la prospérité dans le monde sont également gages de paix et de prospérité en Suisse.

Manuel Sager
Directeur de la DDC



DES TONGS ET DES PNEUS CONVERTIS EN BRIQUES

(zs) La Côte d'Ivoire ploie sous les déchets plastiques. En revanche, le pays manque cruellement de salles de classe. Pour remédier à la situation, l'Unicef s'est associé à l'entreprise sociale colombienne Conceptos Plásticos en vue de transformer le plastique collecté à Abidjan et ses environs en briques modulaires. Peu onéreuses, durables et étanches, celles-ci contribueront à « construire l'avenir d'une génération d'enfants », relève Henrietta Fore, directrice générale de l'Unicef. L'objectif est triple : « Plus de salles de classe pour les enfants (...), moins de déchets plastiques dans l'environnement et des sources de revenus supplémentaires pour les familles les plus vulnérables. » Les femmes vivant dans la précarité se verront, en effet, offrir un emploi. Lorsqu'elle tournera à plein régime, l'usine recyclera 9600 tonnes de déchets plastiques par an. Au cours des deux prochaines années, Conceptos Plásticos et l'Unicef ambitionnent d'ériger 500 salles de cours pour plus de 25 000 enfants défavorisés.

CHANGEMENT CLIMATIQUE, FLÉAU POUR LA SANTÉ

(sch) Le réchauffement planétaire a un impact négatif sur la santé humaine dans de nombreux domaines, selon une étude du Scientific Advisory Council of European Academies. Ce dernier regroupe 25 académies des sciences des pays membres de l'Union européenne ainsi que celles de la Suisse et de la Norvège. « Le changement climatique doit être considéré aujourd'hui comme l'une des menaces les plus importantes pour la santé humaine », a déclaré au quotidien britannique *The Guardian* Andrew Haines, coauteur du rapport. Celui-ci prévoit la propagation de maladies infectieuses et de la dengue, transmise par les moustiques, ainsi que la hausse des intoxications alimentaires, car les salmonelles se multiplient plus rapidement lors de températures élevées. Les maladies psychiques, telles que le syndrome de stress post-traumatique, l'anxiété et la dépression, pourraient également augmenter en raison des événements météorologiques extrêmes. La décarbonisation de l'économie aurait non seulement des effets positifs considérables sur notre environnement, mais également sur notre santé.

« De nombreuses mesures peuvent déjà être prises. Mais cela exige une volonté politique », écrivent les auteurs.

DES MESURES POUR NOURRIR LA PLANÈTE

(cz) La population mondiale devrait atteindre près de dix milliards de personnes d'ici à 2050. Le World Resources Institute, en partenariat avec l'ONU pour l'environnement et la Banque mondiale notamment, a publié le rapport « Créer un avenir alimentaire durable » (<https://wrr-food.wri.org>) qui montre comment le système alimentaire mondial doit évoluer pour nourrir autant de bouches. Selon l'étude, un avenir alimentaire durable est possible, bien que les défis soient énormes. Pour y parvenir, une réponse rapide et des efforts sont indispensables. Les mesures suivantes doivent être prises : réduire la croissance de la demande en aliments et produits agricoles, accroître la production alimentaire sans augmenter les surfaces agricoles, protéger et restaurer les écosystèmes naturels, étoffer l'offre de poisson et diminuer les émissions de gaz à effet de serre produites par l'agriculture.

AIDER AVANT LA CATASTROPHE

(cz) Le Bangladesh étudie de nouveaux moyens pour assister les victimes d'inondations. Plutôt que l'habituel soutien d'urgence après une catastrophe, il fournit une contribution financière préventive, basée sur les prévisions météorologiques. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), quelque 25 000 personnes en ont bénéficié l'été dernier. De graves inondations ayant été annoncées, les habitants du district de Kurigram, dans le nord du pays, ont reçu 50 dollars via leur téléphone portable. Ils ont ainsi pu faire des provisions ou encore louer un bateau. Le projet ne peut fonctionner que si les bénéficiaires utilisent l'argent à bon escient, a indiqué à Reuters Shah Kamal, secrétaire du ministère des Catastrophes. Et d'ajouter : « Je pense que les femmes sont la clé du succès. Elles sont les mieux placées pour évaluer les besoins de leur famille. » Selon Maherin Ahmed, porte-parole du PAM, des études montrent que le soutien financier basé sur les prévisions météorologiques rend l'aide plus efficace. Depuis 2015, le concept a été appliqué dans huit pays.



LE MAGAZINE *UN SEUL MONDE* EST DÉSORMAIS DISPONIBLE EN LIGNE

Avec l'actuel numéro, nous lançons la version en ligne du magazine *Un seul monde*, publiée parallèlement à l'édition imprimée. Cette nouvelle offre présente de nombreux avantages. La diffusion est désormais mondiale et les articles apparaissent dans les moteurs de recherche. Les lecteurs peuvent parcourir le magazine sur différents supports, tels que smartphone ou tablette, et partager des liens vers les articles. La zone de navigation et les archives facilitent, en outre, la recherche concernant des thématiques ou des pays spécifiques.



www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch

PREMIÈRE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE POUR TOUTE L'AFRIQUE



(sch) Lors du Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu au Niger en juillet dernier, les chefs de gouvernement ont décidé, après quatre ans de négociation, la création de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA). Celle-ci entend réunir les 55 pays africains, qui comptent 1,3 milliard d'habitants, pour former la plus grande zone de libre-échange du monde. Les droits de douane doivent être supprimés sur la plupart des marchandises. À moyen terme, le commerce interrégional devrait croître de 25%. Actuellement, les échanges ne sont que faiblement développés: en 2017, seuls 17% du total des exportations ont eu lieu sur le continent (contre 59% en Asie et 69%

en Europe). Dans un rapport, le Fonds monétaire international décrit l'AfCFTA comme un outil pour changer la donne en Afrique. De grands défis demeurent néanmoins: seule la moitié des 54 États signataires a ratifié le traité. Les experts relèvent différents obstacles, parmi lesquels la faiblesse des infrastructures de transport, la bureaucratie aux frontières, la corruption et les guerres.

INNOVATION EN OUBÉKISTAN

(bf) Six milliards de dollars: c'est le montant qui manque chaque année pour éliminer l'hépatite dans les pays à faible et moyen revenu, selon l'Organisation mondiale de la santé. Pour combler ce déficit, l'Ouzbékistan, en collaboration avec l'ONG Center for Disease Analysis Foundation, teste un modèle de financement innovant. Cette dernière verse 1,16 million de dollars pour dépister l'hépatite B et C sur plus de 250 000 personnes et traiter quelque 21 000 malades la première année. Les coûts restants sont couverts par les patients. Un petit supplément sur les prix permet de financer la prochaine série de diagnostics et de médicaments – et ainsi de suite jusqu'à ce que les montants encaissés aient remboursé l'investissement initial. Objectif: trouver un modèle de financement pouvant être utilisé par des pays à faible revenu, sans devoir dépendre de dons importants.





DOSSIER SAHEL

DES DÉFIS ÉNORMES PAGE 8
DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE AUX ÉCOLES MOBILES PAGE 10
« IL FAUT ABSOLUMENT FAIRE TAIRE LES ARMES » PAGE 14
CONTINUER À APPRENDRE COÛTE QUE COÛTE PAGE 16
LES FEMMES, ACTRICES DU CHANGEMENT PAGE 18
FAITS ET CHIFFRES PAGE 19

DES DÉFIS ÉNORMES

Le Sahel, en Afrique de l'Ouest, se trouve confronté à d'immenses enjeux. Sécheresse, aléas climatiques, croissance démographique et insécurité due à la présence croissante de groupes terroristes affectent la résilience de la région.

Texte: Katrin Gänslar

Vigoureusement ballotté, le tout-terrain s'engage sur la piste de pierre en direction de la petite localité de Barsalogho, à trois bonnes heures de route de Ouagadougou. Rouler sans prudence, c'est risquer d'endommager le dessous du véhicule. De part et d'autre du tracé, des buissons épineux. Ça et là, un arbre ou deux. Barsalogho, dans la région du Centre-Nord du Burkina Faso, compte un centre de santé, une école et quelques magasins qui assurent l'approvisionnement de base. C'est là qu'a été érigé, au mois de janvier, un camp de déplacés internes. Après un massacre dans lequel entre 49 à 210 personnes (nombre qui varie selon les sources) ont péri, les survivants du village de Yirgou ne se sentaient plus en sécurité nulle part. De hautes clôtures protègent le périmètre.

La gestion du quotidien comporte des défis logistiques. Les quatre forages effectués pour construire un puits n'ayant donné aucun résultat, l'eau doit être acheminée par camion-citerne depuis un village situé à 25 kilomètres. Dans ces conditions, cultiver céréales ou légumes est exclu. Le sol durci est épuisé, crevassé. Au soleil, la chaleur est insupportable. Pour la population, autochtones ou personnes déplacées, agriculteurs ou éleveurs, les perspectives sont limitées. Sur quelques kilomètres carrés, Barsalogho illustre bien les difficultés auxquelles se trouvent confrontés aujourd'hui les neuf pays du Sahel – du Sénégal, à l'ouest, jusqu'au Soudan.

Le réchauffement climatique est perceptible partout. Souvent, les agri-

culteurs ne possèdent pas de terme pour désigner ce phénomène dans leur langue, mais ils peuvent décrire avec précision son impact sur la saison des pluies et les quantités d'eau. Dans certaines régions, les précipitations ont été si faibles que rien ne peut être semé: la terre est dure comme la pierre. Le prix des denrées alimentaires s'envole. Quant aux surfaces cultivables, elles se font rares. Selon les estimations de l'ONU, douze millions d'hectares sont perdus chaque année dans le monde, en raison de la sécheresse et de la désertification. Les systèmes d'irrigation, notamment pour le maraîchage, sont coûteux et les villages ne peuvent les mettre en place sans aide extérieure. En novembre 2018, Ibrahim Thiaw, aujourd'hui secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, dressait le constat suivant: «Face au changement climatique, cette région est l'une des plus vulnérables.»

Sous-développement

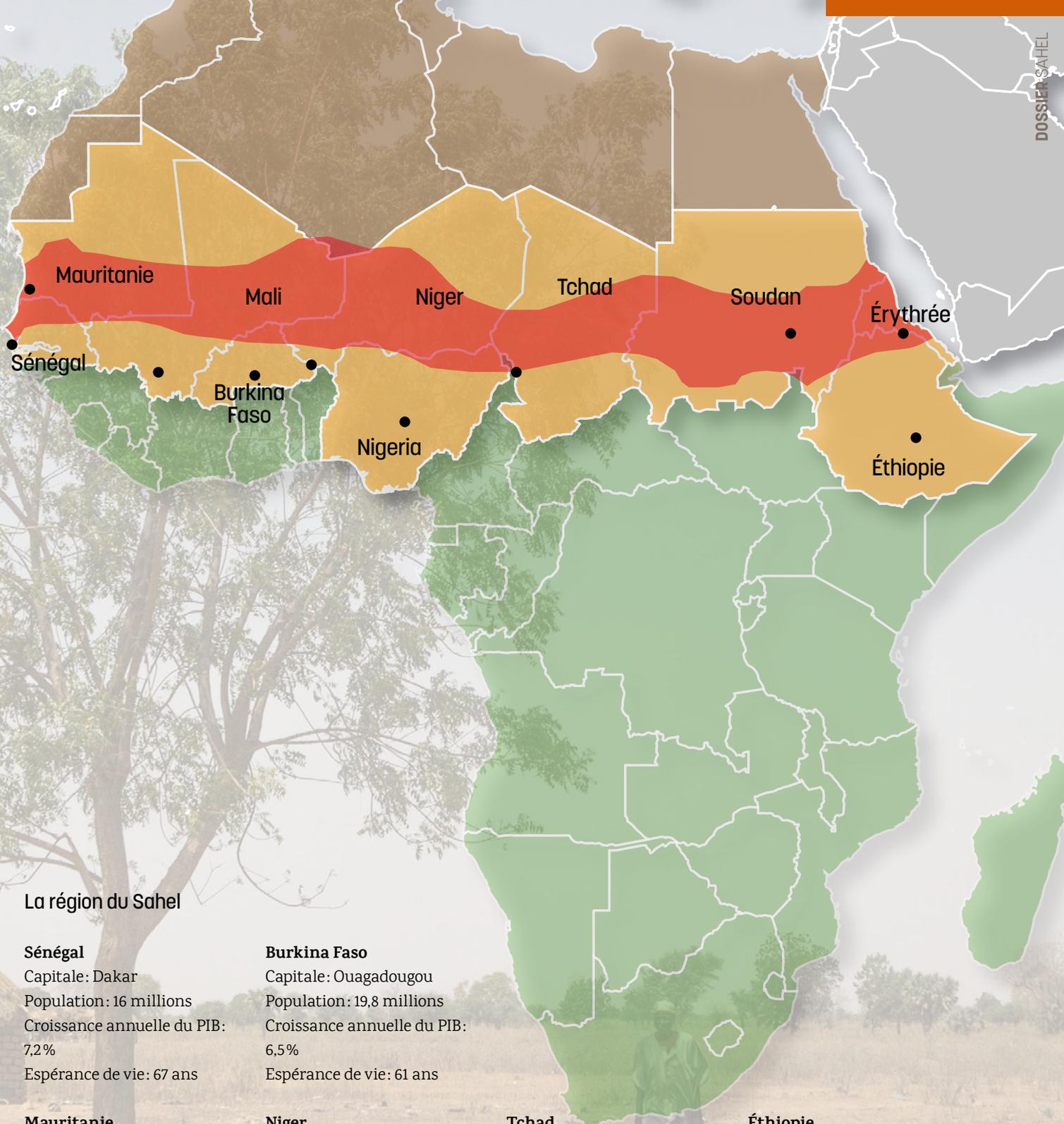
Comme si cela ne suffisait pas, elle est aussi la plus pauvre et la moins développée du monde. Ces dernières années, le Niger figurait le plus souvent à la dernière place (189) de l'indice de développement humain de l'ONU, avec un revenu annuel moyen ne dépassant pas 411 dollars selon la Banque mondiale. Seul le taux de natalité est élevé, avec une moyenne de 7,2 enfants par femme, un niveau quasiment stable au cours des dernières années. D'après l'ONG américaine Population Refe-

rence Bureau, le nombre d'habitants, soit 22,4 millions, devrait quasiment tripler d'ici à 2050. Les ONG tentent de populariser le planning familial, mais, à ce jour, les femmes ne sont que 16,2% à utiliser des moyens de contraception modernes. Elles peinent à se les procurer, en particulier dans les villages. Sans compter que les autorités religieuses et traditionnelles s'y opposent vigoureusement.

Fragiles efforts de stabilisation

De surcroît, les infrastructures ne suivent pas. Les régions rurales n'ont jamais bénéficié de soins de santé de qualité. On manque d'écoles et, dans les agglomérations, de logements abordables, ce qui s'explique aussi par l'exode rural. Les terrains se prêtant à l'agriculture ou à l'élevage seront de plus en plus convoités. Une situation qui favorise frustration et absence de perspectives, en particulier chez les jeunes. Au Niger, les moins de 25 ans représentent plus de 68% de la population.

Les groupes terroristes en tirent parti, poursuivant depuis des années leur expansion au Sahel, tout comme les trafiquants de drogue, les contrebandiers et les bandits. Fin 2011, la rébellion d'une partie de la population touareg au nord du Mali, résolue à fonder son propre État, l'Azawad, montre combien cette évolution ébranle la région tout entière. En mars 2012, le coup d'État d'une armée dépassée par les événements destitue le président Amadou Toumani Touré. Plu-



La région du Sahel

Sénégal

Capitale: Dakar
 Population: 16 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 7,2%
 Espérance de vie: 67 ans

Burkina Faso

Capitale: Ouagadougou
 Population: 19,8 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 6,5%
 Espérance de vie: 61 ans

Mauritanie

Capitale: Nouackchott
 Population: 4,2 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 3,2%
 Espérance de vie: 63 ans

Niger

Capitale: Niamey
 Population: 22,4 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 5,2%
 Espérance de vie: 60 ans

Tchad

Capitale: N'Djaména
 Population: 15,5 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 2,6%
 Espérance de vie: 57 ans

Éthiopie

Capitale: Addis-Abeba
 Population: 106 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 10,2%
 Espérance de vie: 64 ans

Mali

Capitale: Bamako
 Population: 19,1 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 4,9%
 Espérance de vie: 58 ans

Nigeria

Capitale: Abuja
 Population: 191 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 1,9%
 Espérance de vie: 53 ans

Soudan

Capitale: Khartoum
 Population: 43 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 3,1%
 Espérance de vie: 64 ans

Érythrée

Capitale: Asmara
 Population: 5,1 millions
 Croissance annuelle du PIB:
 5,0%
 Espérance de vie: 64 ans



L'ENGAGEMENT DE LA SUISSE AU SAHEL DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE AUX ÉCOLES MOBILES

(zs) Dans la région du Sahel, la DDC est présente dans quatre pays: Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad. Pour répondre aux défis complexes de développement et de paix que doivent relever ces États, trois instruments du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse – l'Aide humanitaire, la Division Sécurité humaine et la Coopération Sud – sont engagés simultanément dans la région. Ensemble, ils interviennent dans les secteurs suivants:

développement économique et rural, éducation et formation professionnelle, gouvernance et paix.

Dans ce dernier domaine, la Suisse encourage les processus de décision participatifs à tous les niveaux (gouvernement, autorités locales, secteur privé et société civile). Les citoyens influencent ainsi la gestion publique dans le respect de l'État de droit. Objectif: mettre en place des services de base dans les do-

maines de la santé, de l'eau et de l'éducation entre autres.

En matière de développement économique et rural, l'engagement helvétique se concentre sur la sécurité alimentaire. Modernisation des exploitations familiales, gestion durable des ressources naturelles, adaptation au changement climatique, développement des filières agro-sylvo-pastorales et de l'artisanat visent à accroître et à diversifier la production ainsi que les revenus.

Dans le domaine de l'éducation de base et de la formation professionnelle, un accent particulier est mis sur les besoins des populations déplacées et nomades. Au Mali, les enfants issus des communautés nomades, nombreux dans le delta intérieur du fleuve Niger, se rendent dans des écoles mobiles. Celles-ci viennent à eux, se déplaçant au gré des transhumances.

L'égalité des genres est également perçue comme fondamentale par la DDC. Elle se trouve au cœur de la stratégie de coopération suisse au Tchad notamment. «Les femmes représentent un moteur clé pour la paix et le développement. Travailler sur des facteurs d'inclusion tels que la participation féminine dans des mécanismes de décision aux niveaux local et national constitue une priorité», souligne Boris Maver, point focal genre et chef suppléant ad interim de la Division Afrique de l'Ouest.



Au Burkina Faso, le domaine de la culture, en tant qu'espace d'expression citoyenne, occupe une place centrale. La Suisse soutient les activités artistiques en faveur de la jeunesse, lesquelles contribuent à la cohésion sociale et à la création d'emplois.

Au Burkina Faso (photo du haut), la DDC soutient la culture notamment. Au Mali (photo du bas), elle encourage le développement des filières agro-sylvo-pastorales.

© Jonathan Banks/eyevine/laif
© David Poole/robertharding/laif

seurs groupements islamistes profitent du chaos pour occuper le nord du pays, faiblement peuplé. Selon l'organisation britannique Conflict Armament Research, ils auraient bénéficié de l'effondrement de l'État libyen, d'où proviendrait une bonne partie des armes.

En janvier 2013, l'opération Serval de l'armée française redonne espoir au pays, mais l'apaisement est de courte durée. Depuis, la crise que connaissait le nord, avec les villes de Gao, de Tombouctou et de Kidal, a gagné le centre du Mali, se propageant dans des zones fertiles autour de Mopti et de Sévaré, le long du fleuve Niger. Ni la mission des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ni la mission de formation de l'Union européenne (UE), avec plus de 15 500 soldats et policiers sur le terrain, ne sont parvenues jusqu'ici à enrayer la situation.

Depuis 2013, près de 200 Casques bleus ont été tués : l'opération est considérée comme la plus dangereuse du monde. Les violences n'ont pas tardé à gagner le Burkina Faso, où sont recensées parfois

plusieurs attaques par semaine contre des postes de police ou militaires. Au Niger, la zone frontalière est également de plus en plus touchée.

Crainte de nouvelles attaques

Au niveau régional, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad ont lancé, en 2014, la mission G5 Sahel. L'UE compte parmi les principaux donateurs. Elle a financé la mise en place du projet à hauteur de 147 millions d'euros et accordé 138 millions supplémentaires en juillet dernier. Huit milliards d'euros devraient, en outre, être investis dans des programmes de développement d'ici à 2020. Pourtant, sur place, le G5 Sahel est loin de faire l'unanimité. En juin 2018, le quartier général de Sévaré a essuyé un attentat. Le transfert vers la capitale Bamako a tout d'un repli et nourrit la crainte de nouvelles attaques. Une crainte qui a gagné, depuis longtemps, le reste de la région. En marge de la dernière rencontre des représentants de la Communauté économique

Jour de marché à Gaoua, dans le sud-ouest du Burkina Faso. Les pots artisanaux en terre cuite apportent un revenu supplémentaire.

© Franck Guiziu/hemis/laif



des États de l'Afrique de l'Ouest à Abuja, la capitale du Nigeria, le vice-ministre de l'Information de la Sierra Leone Solomon Jamiru déclarait: «Nous redoutons évidemment une propagation de cette gangrène jusqu'aux pays côtiers. Il faut l'endiguer.»

Vis-à-vis des pays donateurs, le Tchad se positionne en gendarme de la zone. «Pour le Sahel, il est une écluse. Renforcer ce rôle est dans l'intérêt du continent et de la communauté internationale», soulignait le président Idriss Déby il y a deux ans, à Paris. À elle seule, l'UE a soutenu financièrement ce pays – privé depuis 2015 des recettes liées aux exportations de pétrole – à hauteur de 789,3 millions d'euros pour la période 2014-2020. Le Fonds monétaire international lui a accordé un crédit de 300 millions de dollars et la France un prêt global de 40 millions d'euros en décembre 2018 pour payer les salaires en souffrance des fonctionnaires.

Le régime est autocratique: au pouvoir depuis 1990, Idriss Déby repousse régulièrement les élections. Le dernier scandale relayé par la presse concernait les réseaux sociaux, bloqués durant plus d'un an.

Bien loin des villes

Retour au Mali: jusqu'à ce jour, l'une des principales routes migratoires vers l'Afrique du Nord et l'Europe passe par le nord du pays et la ville de Gao. Depuis que les contrôles ont été massivement renforcés autour d'Agadez (Niger), ancienne plaque tournante des migrations, les coûts des déplacements n'ont fait que grimper.

Selon des témoignages de migrants, les enlèvements constituent un danger important sur cette route. Les victimes sont forcées à appeler leur famille, contrainte d'expédier une rançon via des sociétés de transfert d'argent. Or, au cours des sept premiers mois de l'année, nul autre pays africain n'a vu autant de ses habitants fuir vers l'Europe, bravant

la Méditerranée. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a recensé 1900 Maliens.

Les massacres dans les zones rurales se multiplient. Après celui de Yirgou (Burkina Faso) début janvier, qui a essentiellement touché des Peuls, un groupe ethnique formé traditionnellement d'éleveurs et représenté dans toute l'Afrique de l'Ouest, deux autres ont été répertoriés dans le centre du Mali pour les seuls mois de mars et de juin. Plusieurs centaines de personnes y ont péri. Selon Issa Diallo, collaborateur d'un centre national de recherche scientifique à Ouagadougou, ces événements pourraient faire partie d'un plan plus large. Rien de tel qu'un conflit ethnique pour diviser un pays. «Pour les terroristes et les bandits, une voie royale», commente-t-il. Au Burkina Faso, d'après les estimations du gouvernement, le nombre de personnes ayant pris la route de l'exil atteindrait 220 000 (état: juillet 2019). Depuis le début de l'année, les chiffres montent en flèche.

Jusqu'à présent, ces phénomènes ne sont perçus que de manière ponctuelle dans les capitales. C'est bien là le cœur du problème: si les changements induisent des réactions, celles-ci sont très hésitantes. Le Sahel paraît toujours aussi lointain. ■

Katrin Gänslér vit à Cotonou et à Abuja. Correspondante en Afrique de l'Ouest pour différents médias germanophones, elle écrit régulièrement des articles sur la situation dans les pays du Sahel.

PRIX NOBEL ALTERNATIF POUR UN SAHEL REBOISÉ

En 2018, le Sahel a mobilisé l'attention à l'échelle mondiale. Décerné à Yacouba Sawadogo, du Burkina Faso, et à l'Australien Tony Rinaudo, établi au Niger, le Right Livelihood Award, prix Nobel alternatif, a récompensé les efforts, depuis des décennies, de ces deux militants pour reboiser le Sahel. L'agriculteur burkinabé a commencé il y a plus de quarante ans à repopulariser la vieille méthode du zai. Celle-ci consiste à creuser des trous dans le sol, puis à les remplir de semences, de compost et de fumure organique pour aérer la terre et l'enrichir en nutriments. Tony Rinaudo a, pour sa part, découvert que de nouvelles plantes pouvaient pousser à partir de racines restées dans le sol. L'un comme l'autre montrent comment renforcer, grâce à des méthodes simples, la résistance de cette zone et endiguer la désertification croissante.

Sols et rivières asséchés : le Sahel est l'une des régions les plus vulnérables face au changement climatique. Il faut faire des kilomètres pour aller chercher de l'eau.

© François Perri/REA/laif



PUISSANCE DES GROUPES TERRORISTES

Depuis 2017, les attentats perpétrés par la milice Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM, « Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans ») se multiplient. Proche d'Al-Quaïda, cette association d'Ansar Dine, du front de libération du Macina et d'Al-Mourabitoun trouve ses origines au Mali. Selon les estimations de l'ONG américaine Armed Conflict Location and Event Data Project, qui collecte des données à l'échelle mondiale, la milice JNIM opère de plus en plus au Burkina Faso et au Niger voisins, s'en prenant aux civils. Pour la seule période de novembre 2018 à mars 2019, au moins 4776 personnes ont péri dans des conflits violents au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Le sud-est du Niger est, par ailleurs, frappé par les attentats du groupe terroriste nigérian Boko Haram (« L'éducation occidentale est un péché »).

« IL FAUT ABSOLUMENT FAIRE TAIRE LES ARMES »

Le Sahel cristallise les enjeux sécuritaires, démographiques et écologiques internationaux. Aminata Sy, directrice de l'aménagement du territoire à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), évoque les raisons de cette situation et les chantiers à entreprendre.

Entretien : Zélie Schaller



AMINATA SY est directrice de l'aménagement du territoire à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. De nationalité burkinabè, elle a travaillé auparavant à l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement 2iE à Ouagadougou et occupé divers postes à responsabilité à l'international. Elle est détentrice notamment d'une maîtrise ès Sciences juridiques ainsi que d'un master en droit communautaire, gouvernance et administration européenne.

Vous êtes une spécialiste de l'approche territoriale du développement. Comment définissez-vous la région du Sahel ?

Il s'agit d'une zone stratégique, pleine de savoir-faire et de savoir-être, ainsi que de cultures, d'échanges et de sagesse. Elle regorge de fortes potentialités.

Lesquelles par exemple ?

L'élevage et les activités agricoles représentent de grandes sources de développement. Le Sahel n'est pas une région complètement aride: les légumes et les céréales y poussent. Les ressources sont à disposition.

Pourtant, la population a faim. La pauvreté est prégnante. Les sols se dégradent sur fond de réchauffement climatique et d'explosion démographique. Les économies s'effondrent. L'insécurité est maximale. Autant de terreaux fertiles pour la radicalisation et l'extrémisme. Pourquoi la situation ne cesse-t-elle de se détériorer ?

Les populations sahéliennes vivaient autrefois en paix. Elles ne sont pas culturellement violentes. D'où vient cette violence? La question est tellement complexe. La pauvreté constitue une explication, mais n'est de loin pas la seule: les gens peuvent vivre avec peu. Les ressources minières attirent les convoitises et la position stratégique de la région aiguise les appétits.

Les crises sont multiples et liées les unes aux autres. Comment rompre cette spirale infernale ?

Il faut absolument faire taire les armes. Si l'on ne vend plus d'armes à ceux qui tuent, celles-ci ne circuleront plus et se tairont. Mais qui les vend ? Je l'ignore.

Que fait l'UEMOA pour désamorcer toutes les bombes à retardement qui minent le Sahel ?

Elle cofinance des projets de coopération transfrontalière inclusifs, portés par les populations. Un exemple: la reconstruction d'un marché commun au Burkina Faso, au Mali et au Niger, situé à Téra dans ce dernier pays. Il fallait consolider les infrastructures avec des matériaux de génie civil plus consistants que le bois. Les hangars et les boutiques, désormais plus grands, font

Un village brûlé dans le nord du Nigeria en février 2017. La population souffre depuis longtemps de la faim, mais aussi des attaques du groupe extrémiste Boko Haram.

© Ashley Gilbertson/VII/Redux/Redux/laif



renaître ce pôle d'échanges. Tous les acteurs – États, partenaires techniques et financiers – doivent mutualiser leurs efforts pour construire des ouvrages partagés, dans le but de renforcer les liens.

Comment renforcer la résilience des populations locales ?

Celles-ci doivent pouvoir définir les actions prioritaires à mener. Pour qu'elles puissent présenter elles-mêmes leurs attentes, leurs perspectives et leurs solutions, il est important de réactiver les radios communautaires qui existaient jadis.

La coopération au développement peut-elle aider la région ?

Oui, bien sûr, en matière d'éducation et de santé notamment. Des points méritent, néanmoins, d'être améliorés : les mécanismes de financement doivent être plus flexibles et les projets pérennisés. Pour l'heure, les interventions sont nombreuses, mais ponctuelles. Il est nécessaire qu'elles s'inscrivent dans la durée afin que les populations puissent prendre le relais.

Et quid des diasporas ?

C'est un important levier que nous souhaitons actionner. Les ingénieurs, comptables et médecins partis à l'étranger peuvent contribuer à l'éducation et à la formation de la jeunesse en apportant leur expertise.

Est-ce une manière de retenir les jeunes prêts à rejoindre d'autres régions d'Afrique ou à tenter de migrer vers l'Europe ?

Oui, il faut créer des emplois qui correspondent aux besoins et aux potentialités du Sahel. Développer, par exemple, la filière de l'élevage (transformation de la viande, laiterie, restauration, tourisme) et redonner au métier de l'artisanat son lustre d'antan pour produire et consommer local plutôt que d'importer des produits chinois.

En dépit d'un rôle socio-économique crucial au sein des communautés, les femmes demeurent en marge de la société. Pourquoi ?

Les Sahéliennes jouissent de nombreux droits, davantage que dans d'autres ethnies africaines. Elles savent être autonomes, tout en appliquant les principes traditionnels. Pour ma part, j'ai toujours porté le boubou et le foulard. Je me suis mariée à l'âge de 18 ans, ce qui ne m'a pas empêchée de poursuivre mes études sans perdre ma culture. Le problème, actuellement, est le mariage précoce. Les filles quittent l'école à l'âge de 13 ans, ce qui réduit leurs perspectives professionnelles.

Les femmes travaillent dans l'économie informelle, synonyme de rémunération moindre. Comment améliorer leur autonomie financière ?

La microfinance est un moyen. Elle existe déjà, mais les montants des prêts nécessitent d'être augmentés. On peut aller au-delà des 85 à 150 euros accordés habituellement. Avec 500 euros, il est possible de lancer une petite entreprise.

Agriculteurs et nomades tentent de trouver du travail en ville. Quelles sont les conséquences de ce changement de mode de vie ?

Cette transformation n'est pas souhaitable. Les populations du Sahel doivent avoir la possibilité de se former et de travailler chez eux. Des projets d'envergure, tels que la construction de grandes écoles et de filières universitaires, sont indispensables.

Quel visage aura le Sahel dans dix ans, d'après vous ?

La situation est tellement compliquée à l'heure actuelle qu'il ne sera pas reluisant. Dix ans, cela passe vite. États, partenaires techniques et financiers doivent se mettre au travail de toute urgence. Trente années au moins sont nécessaires pour endiguer l'insécurité, construire les infrastructures de base, reconstituer le tissu social et éduquer la génération montante. ■

CONTINUER À APPRENDRE COÛTE QUE COÛTE

Les défis sécuritaires qui touchent le Sahel ont contraint de nombreuses écoles à fermer leurs portes et privent des milliers d'enfants de leur droit à l'éducation. Pour que les élèves puissent apprendre en tout lieu, des programmes radio leur sont dispensés.

(zs) Dans certaines régions du Sahel, des groupes extrémistes détruisent, incendient et pillent les établissements scolaires. Face à ces violences, des milliers de familles fuient leur village. Les professeurs abandonnent leur emploi et toute une génération d'enfants n'a plus accès à l'enseignement. « Trop souvent, les enfants subissent de plein fouet les conséquences des conflits, tandis que leur école, qui représentait auparavant un havre de paix consacré à l'apprentissage, devient le théâtre de violences », relève Gordon Brown, envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale.

« Les attaques ciblant directement les écoles, les enseignants et les écoliers ainsi que l'occupation militaire de lieux d'apprentissage constituent de graves atteintes aux droits de l'enfant », poursuit Henrietta Fore, directrice générale de l'Unicef. « Lorsqu'ils sont déscolarisés, en particulier en période de conflit, non seulement les enfants ne sont pas en mesure d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour bâtir des communautés pacifiques et prospères, mais ils deviennent aussi plus vulnérables à de terribles formes d'exploitation, notamment les violences sexuelles et le recrutement forcé par des groupes armés. »

Programmes radio

Pour éviter ces sombres perspectives, l'Unicef, avec le soutien de la Suisse, a développé un programme d'éducation radiophonique destiné aux enfants qui ne peuvent pas, dans l'immédiat, retrouver les bancs de l'école. Au Burkina Faso, dans les régions frontalières avec le Mali et le Niger marquées par l'absence de l'État, ils sont quelque 875 000, dont 400 000 filles (46 %), à bénéficier du

projet. Des leçons d'écriture et de mathématiques sont diffusées à la radio en français et dans plusieurs langues nationales pour leur permettre de continuer à apprendre, où qu'ils se trouvent.

Dans les localités disposant d'écoles fermées, les élèves suivent les leçons à travers des groupes d'écoute. Des cours sur l'hygiène, la santé, la nutrition, l'environnement, la culture de la paix et de la citoyenneté sont, en outre, dispensés.

Les enfants ont non seulement besoin d'éducation, mais aussi d'un soutien psychosocial dans des situations de crise. « Traumatisés par les violences, ils sont exposés à des états post-traumatiques importants », explique Muriel Gschwend, spécialiste en protection de l'enfance à la DDC.

Psychologues et membres des communautés sont formés pour renforcer la résilience et alléger les souffrances des



plus vulnérables. Ils les aident à surmonter le stress et les difficultés à travers des jeux notamment.

Enseignants et élèves sont sensibilisés aux dangers liés aux engins de guerre non explosés. Ils effectuent également des exercices de mise en situation, apprenant à évacuer les locaux au plus vite ou à s'abriter sur place. Pour assurer la sécurité des établissements, des plans de réduction des risques ont été élaborés.

Pénurie d'enseignants

Au Mali, au nord et au centre du pays, la crise politico-sécuritaire de 2012 a entraîné la destruction des infrastructures scolaires et exacerbé la pénurie d'enseignants. Résultat: des milliers d'enfants en âge de scolarisation ne sont pas inscrits à l'école. Pour leur permettre d'améliorer leurs aptitudes en lecture, en écriture et en calcul et de réintégrer ensuite le système scolaire, la coopération suisse subventionne des cours accélérés dans des centres d'apprentissage communautaires. Une stratégie dont le taux de réussite dépasse 90%.

La Suisse a, par ailleurs, financé une malle pédagogique pour pallier le manque de matériel didactique. Cette dernière est composée de 24 outils et supports, fabriqués par une coopérative malienne, dans quatre disciplines: français, mathématiques, sciences naturelles et géographie. Objectifs: faciliter le travail quotidien des enseignants et, bien sûr, susciter le plaisir d'apprendre dans les salles de classe.

Au sud-est du Niger, la région de Diffa pâtit toujours des exactions de groupes affiliés à Boko Haram. Après les premières attaques en 2015, la DDC y a adapté ses programmes d'éducation pour que les enfants déplacés et réfugiés puissent retrouver le chemin de l'école malgré les conditions difficiles. Des centres d'accueil, équipés en abris, tables-bancs, points d'eau et latrines,

ont été mis en place, pour permettre aux élèves de poursuivre leur cursus scolaire. Ceux-ci ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial pour surmonter leurs traumatismes.

De manière générale, l'école à Diffa se porte mieux, se félicite Hassane Amza, ancien directeur régional de l'éducation primaire. Au début de la crise, la zone touchée par la crise comptait quelque 3000 enfants scolarisés seulement. «Fin 2018, les effectifs des 218 écoles d'urgence ont bondi à 52 516 élèves grâce à l'appui de l'État, de l'Unicef et de la coopération suisse notamment», relève Hassane Amza. ■

Scolarisation des enfants déplacés et réfugiés dans la région de Diffa, au sud-est du Niger.

© Boris Mover/DDC



DROIT À UNE IDENTITÉ OFFICIELLE

Au Mali, le conflit armé perturbe non seulement le bon fonctionnement des écoles, mais également celui de l'administration. Plusieurs mairies et sous-préfectures ont cessé leurs activités depuis la crise de 2012. Au centre et au nord du pays, il est devenu plus compliqué d'obtenir des certificats de naissance, ce qui accroît les risques liés à la protection et aux droits fondamentaux, y compris celui à l'éducation. Une génération d'enfants se voit ainsi confrontée à la perte d'identité juridique et à la déperdition scolaire simultanément. Dans les régions de Mopti et de Tombouctou, des centres mobiles et fixes, soutenus par la DDC, jouent le rôle d'intermédiaire entre les autorités compétentes et les communautés pour enregistrer les naissances et distribuer les documents. Les certificats de naissance pour les enfants en âge de scolarité ont la priorité.

LES FEMMES, ACTRICES CLÉS DU CHANGEMENT

Les femmes jouent un rôle capital dans le développement économique et la promotion de la paix dans la région du Sahel. La Suisse les aide à améliorer leurs revenus et leur participation dans les instances de prise de décision.



Les femmes, au Tchad, jouent un rôle économique important.

© Franck Charton/hemir.fr/laif

(zs) Les Tchadiennes demandent à faire entendre leur voix dans le processus de consolidation de la paix, après les années de guerre que leur pays a connues. Pour favoriser leur participation dans les instances politiques et le règlement des différends, la Division Sécurité humaine du DFAE soutient la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. Objectifs : protéger les droits des femmes et des filles, renforcer leur rôle dans la prévention des conflits et lutter contre la violence basée sur le genre.

« Nous sommes actives et intelligentes. C'est nous qui éduquons nos enfants et leur transmettons le message de la paix qui leur permettra d'en faire autant lorsqu'ils seront grands. Si nous ne sommes pas consultées dans la résolution des conflits, c'est sans doute parce que nous n'avons pas de ressources économiques », témoigne une militante tchadienne de la société civile.

Les femmes sont, pourtant, des actrices clés de la vie économique. Actives dans l'agriculture et souvent responsables du ménage, elles jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire. « J'ai huit enfants, quatre filles et quatre garçons. Ils vont tous à l'école. Mon mari est décédé. C'est moi qui nourris toute la famille », raconte Djouma Yahya.

Pour améliorer les revenus de cette Tchadienne qui vit dans la vallée d'Amsouyoufa (région du Batha, au centre du pays) et de ses concitoyennes, la DDC a financé la construction de seuils d'épandage. Ces murets permettent de ralentir le ruissellement des eaux de pluies et d'éviter ainsi l'érosion des sols et les pertes de surfaces cultivables qui en découlent. L'eau s'infiltré en profondeur et alimente la nappe phréatique.

Repas diversifiés

Grâce à ces ouvrages, « pendant la saison sèche, on peut faire du jardinage ; avant, cela n'était pas possible à cause de l'absence d'eau », relève Djouma Yahya, qui cultive désormais de la roquette, des haricots, des tomates, des concombres, de l'oseille et de la pastèque. « La saison passée, j'ai obtenu des rendements qui m'ont permis de faire mieux vivre ma famille. »

S'ils permettent d'augmenter les rendements, les seuils d'épandage « prolongent aussi la durée d'abreuvement du bétail », note Mohammad Mohaïr, membre du Groupement de gestion des ouvrages de la vallée d'Amsouyoufa. Autre retombée positive : « La présence de poissons au niveau du wadi (rivière). Il s'agit de silures et de tilapias. Cela nous permet de diversifier notre nourriture », ajoute Mohammad Mohaïr. ■

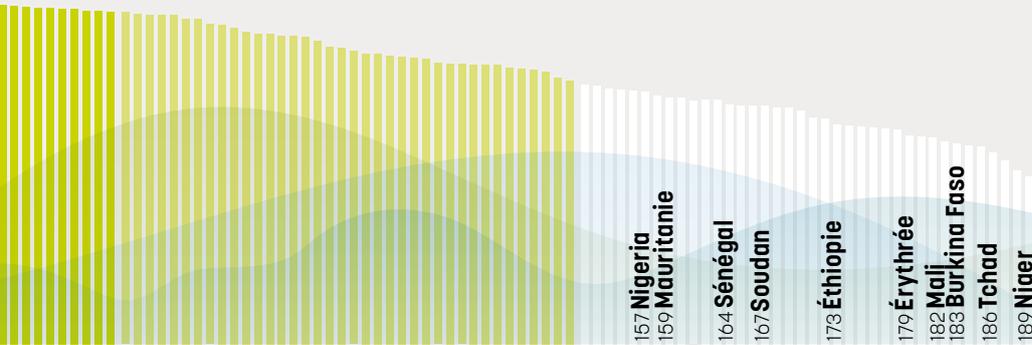
ARTISANES DE LA PAIX

Au Mali, les femmes ont aussi été marginalisées dans le processus de paix entamé en 2013. Leur participation s'avère néanmoins indispensable à la réconciliation nationale. La coopération suisse soutient financièrement un projet intitulé « Cercles de paix des femmes maliennes ». Ces cadres de dialogue renforcent les capacités des femmes en droit, en leadership et en gestion des conflits pour qu'elles deviennent des artisanes de la paix. Par groupes, des représentantes de tous horizons sociaux explorent ce qui façonne ou détruit la paix dans les cœurs, les foyers et la société. Jeux de rôle, échanges et films sur les conséquences de la haine, comme sur le pouvoir du pardon les aident dans cette démarche. Les participantes améliorent la cohésion sociale, aux niveaux local et national. Lors de l'élection présidentielle en juillet 2018, elles ont, par exemple, mené des campagnes de prévention en matière de violence et joué le rôle d'observatrices dans leur région.

FAITS ET CHIFFRES

Fin de classement

Les dix pays du Sahel se situent tous dans le dernier quart de l'indice de développement humain de l'ONU (189 pays).



Patrimoine mondial au Sahel

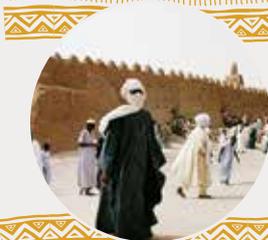
De nombreux sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco se trouvent au Sahel, parmi lesquels :

le centre historique d'Agadez (Niger)



© Tuul/robertharding/laif

la ville de Tombouctou (Mali)



© berthold steinhilber/laif

le tombeau des Askia à Gao (Mali)



© Li Jing Xinhua/eyevine/laif

Sources et liens

Banque mondiale
www.banquemondiale.org (Sahel)

WaterAid
 ONG d'utilité publique œuvrant dans le monde entier pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, première mesure contre la pauvreté
www.wateraid.org

Unesco
 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
www.unesco.org

CEDEAO
 Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
www.ecowas.int

UEMOA
 Union économique et monétaire ouest-africaine
www.uemoa.int

Chiffres clés

- Selon la définition retenue, quelque **300** millions de personnes vivent au Sahel, dans dix pays.
- Au Tchad, **90** % de la population ne possède pas d'équipement sanitaire de base à la maison. Seul un enfant sur quatre termine l'école primaire.
- Le taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes (**15** ans et plus) atteint **22** % au Tchad, **31** % au Niger, **33** % au Mali et **35** % au Burkina Faso.
- Dans la région du Sahel, les températures grimpent **1,5** fois plus vite qu'ailleurs dans le monde.
- En **2007**, l'Union africaine présente l'idée d'une grande muraille verte pour le Sahel. D'ici **2030**, cette bande forestière de **8000** kilomètres devrait rendre à nouveau exploitables **100** millions d'hectares de terres dégradées. Des voix critiques considèrent le projet coûteux et estiment que la population n'a pas été assez impliquée. La mise en œuvre varie beaucoup selon les pays. Depuis des années, le Sénégal lance régulièrement des campagnes de reboisement. Au nord du Nigeria, seules quelques pancartes rappellent l'existence du projet.



UNE TEMPÊTE APRÈS L'AUTRE

Essor économique, crise de la dette, tensions politiques, catastrophes naturelles : le Mozambique a traversé, au cours de la dernière décennie, de nombreuses turbulences. Les cyclones et les inondations provoquent de lourds dégâts. Une situation aggravée par la pauvreté et le changement climatique, mais aussi par la corruption.

Texte : Christian Zeier, Maputo

Seules les bêtes ont senti la montée des eaux. Il était 21 heures, un soir de la mi-mars, lorsque les chiens de Rogerio Simão se sont mis à japper. Postés sur la rive du fleuve Mussapa, ils scrutent l'obscurité. Une heure plus tard, la maison de leur maître et ses champs ainsi que l'ensemble du voisinage dans le district de Maquina disparaissent. «C'est incroyable, se souvient l'agriculteur mozambicain. L'eau est arrivée si vite. Nous n'avons pu sauver que notre peau.»

Rogerio Simão fait partie des 160 000 personnes ayant perdu, en une seule année, leur toit au Mozambique à la suite des cyclones Idai et Kenneth. Comme pour la plupart des victimes, les plus gros dégâts n'ont pas été causés par les vents puissants, mais par les pluies violentes et les inondations qui ont suivi. Une fois le cyclone Idai parti en direction du nord-ouest après avoir balayé à la mi-mars la ville côtière de Beira, à l'est du pays, les masses d'eau venues des montagnes proches se sont écoulées vers la mer, inondant copieusement les alentours. Sur la rive du Mussapa, là où se dressait autrefois la maison de Rogerio

Simão, on ne voit plus que boue et sable. Le paysan loge à présent sous une tente en plastique dans le village de Muwawa, sur les hauteurs. Un nouveau départ semé d'embûches : pour les survivants, sécurité alimentaire, accès à l'eau et hygiène constituent les plus grands défis. Après les cyclones, près de deux millions de personnes dépendaient d'une aide alimentaire. Le Mozambique est à nouveau considéré comme un pays en crise.

Après l'essor, la crise

Pourtant, il n'y a pas si longtemps encore, les prévisions étaient encore bonnes. En 1992, la guerre civile finie, les investissements étrangers sont encouragés et de grands groupes participent à l'exploitation de matières premières alors que de coûteux projets d'infrastructure sont lancés. Entre 2000 et 2015, le produit intérieur brut est multiplié par trois, les investissements étrangers par plus de vingt. Si cet essor profite essentiellement aux puissants, avec des inégalités toujours aussi criantes, la part de population vivant dans la pauvreté diminue dans le même temps, selon la Banque mondiale. Cette croissance est brutalement freinée par la crise de la dette en 2016, à la suite de crédits illégaux (voir encadré). Le Fonds monétaire international et de nombreux pays donateurs – dont la Suisse – gèlent alors leur aide budgétaire : un quart du budget de l'État manque soudainement. Les investissements étrangers s'effondrent, la monnaie dégringole

et le prix des produits de base grimpe en flèche. Une catastrophe pour le Mozambique qui, à ce moment-là déjà, ressent durement la baisse du prix des matières premières et le poids des conflits qui secouent le pays.

Cette crise est ponctuellement exacerbée par des catastrophes naturelles telles que les deux cyclones ayant dévasté une partie du centre et du nord du pays en mars et en avril. «Des cyclones, il y en a toujours eu dans cette région, concède Jorge Lampião, coordinateur national pour Solidar Suisse installé à Chimoio, ville proche du district de Maquina. Mais la force du vent et l'ampleur des dégâts se sont accrues.» Les spécialistes en météorologie de l'ONU le confirment : jamais le pays n'avait été touché par deux cyclones de cette intensité en une seule saison, qui plus est à cinq semaines d'intervalle. Les experts ne sauraient établir de manière certaine si le changement climatique a joué un rôle dans la formation des deux cyclones. Ce qui semble clair en revanche, c'est qu'il n'est pas étranger à leur puissance et à leurs conséquences. «Pas de doute : dans le cas d'un tel cyclone tropical, le dérèglement climatique augmente l'intensité des précipitations», affirme Friederike Otto, de l'Université d'Oxford. Elle est l'auteure de plusieurs études consacrées à l'impact du réchauffement planétaire sur les risques naturels.

Ce dernier entraîne une augmentation de la quantité des pluies, qui viennent grossir les fleuves. Lesquels quittent leur

Paysages dévastés après le passage du cyclone Idai. Le remblai de la rivière Buzi, au centre du Mozambique, montre à quel point le niveau de l'eau a augmenté.

© Florian Spring

Dans un camp de réfugiés près de Dombe, les victimes du cyclone Idai reçoivent une aide alimentaire. La capitale Maputo, où le sort du pays se décide, est loin des zones de crise.

© Florian Spring (2)



DETTES CACHÉES

Entre 2013 et 2014, trois entreprises mozambicaines proches du pouvoir ont contracté des crédits d'une valeur globale de deux milliards de dollars, à l'insu du Fonds monétaire international (FMI). Lorsque l'existence de ces « dettes cachées » a été révélée, le FMI et la plupart des pays donateurs ont gelé leur aide budgétaire. Ce marché frauduleux a profité à quelques hommes politiques locaux, à une holding libanaise spécialisée dans la construction navale ainsi qu'à deux banques, dont Credit Suisse. Les trois sociétés ont fait faillite. Le ministre des Finances de l'époque ayant signé une garantie d'État pour ces crédits, c'est à présent à la population de supporter la dette. La légalité des crédits est contestée.

lit et inondent, comme au centre du pays, des régions entières. Le niveau de la mer étant plus élevé, les raz-de-marée tels que celui qu'a essuyé Beira, sur la côte, sont plus importants et plus dangereux. Pour le Mozambique, les effets de la lutte contre les catastrophes naturelles n'en sont que plus incertains ou, pour reprendre les mots de Jorge Lam-pião: « Les sites autrefois réputés sûrs ne le sont plus. » Dans le cas d'Idai, trop de personnes ont été surprises par l'ampleur de la tempête. « Beaucoup sont tout simplement restées dans le péri-

mètre de danger. Peut-être aurait-on pu sauver des vies en alertant mieux la population. »

Des réponses insuffisantes

En mai, une délégation de l'Organisation météorologique mondiale a observé des lacunes importantes dans la préparation et la réaction à des situations d'urgence. Le pays manque notamment d'un système de communication pour les alertes et les opérations d'urgence



ainsi que de plans d'évacuation, en particulier pour les villes de basse altitude. Selon la délégation, 27 millions de dollars sont nécessaires pour améliorer les systèmes d'alerte précoce et réduire les dégâts.

De telles recommandations ne sont pas nouvelles. Le Mozambique, l'un des pays les plus pauvres du monde, a régulièrement subi des catastrophes naturelles par le passé. Et, régulièrement, des mesures similaires ont été promises. Après les inondations dévastatrices de l'an 2000, ONG et pays donateurs ont investi plusieurs centaines de millions de dollars pour éviter qu'un tel désastre ne se reproduise. L'État a élaboré une stratégie nationale pour faire face aux catastrophes naturelles, les systèmes d'alerte précoce ont été améliorés et la résilience de la population encouragée. Après plusieurs inondations, on a estimé que le système avait fait ses preuves. Moins de victimes étaient à déplorer.

Inefficacité et corruption

Pourquoi ces mécanismes n'ont-ils donc pas fonctionné dans le cas d'Ildai et de Kenneth? Là aussi, le Service météorologique national avait averti des dangers longtemps à l'avance et indiqué le moment précis où les cyclones atteindraient les côtes. Pourtant, les institutions gouvernementales, en particulier l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC), sont restées largement passives. Des experts souhaitant rester anonymes soulignent que l'INGC souffre, depuis des années, d'un manque de financement chronique. «Le Mozambique n'était pas préparé, regrette Daviz Simango, maire de Beira et président du parti d'opposition Movimento Democrático. Il n'y avait ni bateaux ni hélicoptères ni moyens de sauver des vies.» À l'échelle étatique, la capacité à réagir à ce type de catastrophes s'avère nulle.

Selon les représentants de la société civile, cet échec ne s'explique pas uniquement par la pauvreté et le change-

ment climatique. «La corruption et la mauvaise gouvernance jouent un rôle important», relève Jorge Matine, médecin et militant au sein du réseau d'ONG Budget Monitoring Forum. Les processus décisionnels sont trop centralisés. «Une grande partie des fonds attribués par le gouvernement ne gagne jamais les régions.» Depuis le début de la crise de la dette en particulier, pour sauver les institutions étatiques, on économise là où l'argent n'est pas absolument nécessaire: dans les domaines de la santé par exemple, de l'éducation ou, justement, de la prévention des catastrophes.

Une coordination défailante et le manque de réactivité en cas de catastrophe sont des conséquences directes de la corruption, qui profite uniquement aux riches et aux puissants, note Jorge Matine. À la tête de l'ONG N'weti, active dans le domaine de la santé, Denise Namburete partage ce point de vue: «De nombreux pays donateurs ne font pas confiance à ce gouvernement corrompu jusqu'à la moelle. Ils craignent que l'argent soit détourné ou même utilisé pour rembourser la dette.» L'aide étrangère est entravée et les fonds assignés à la prévention de catastrophes perdus au profit de la corruption. Pour les victimes comme Rogerio Simão, le préjudice est double. ■

LE MOZAMBIQUE EN BREF

Capitale
Maputo

Superficie
801 590 km²

Population
29,5 millions
45 % ont moins de 15 ans
70 % habitent dans des zones rurales

Langues
Portugais (langue officielle), mais aussi makua, sena, swahili notamment

Ethnies
98 % de la population appartiennent à des groupes ethniques bantous; 2 % sont originaires du Portugal, d'autres pays européens ou d'Inde

Religions
Chrétiens: 70 %
Musulmans: 19 %

Espérance de vie
59 ans (1989: 43)

Croissance économique moyenne
1983-1992: 2,2 %
1993-2015: 8,5 %
2016-2018: 3,6 %

Secteurs économiques
Agriculture: 24 %
Industrie: 19 %
Services: 57 %



Sur le terrain avec ...

HORÁCIO MOISÉS MORGADO

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, BUREAU DE COOPÉRATION À MAPUTO

Propos recueillis par Christian Zeier

Mon travail est très varié, au bureau comme à l'extérieur. Une journée type débute par la consultation de mes courriels. Je règle, en deux heures, ce qui peut être réglé. Puis, je participe à une séance, retourne à mon bureau, vais chercher ma fille à l'école et l'emmène à la maison pour déjeuner avant de revenir en début d'après-midi. Je suis souvent en déplacement: je gère les relations avec nos partenaires et autres donateurs, représente l'ambassade lors de rencontres

Nos projets sont mis en œuvre par des organisations partenaires. Je me rends sur place pour leur apporter un appui stratégique et veiller à ce que les fonds alloués par la Suisse soient bien utilisés. Passer de mon quotidien dans la métropole aux provinces rurales ne me pèse pas: je n'ai pas toujours travaillé dans des villes et j'ai été responsable de secteur à la DDC. D'autres postes m'ont permis d'expérimenter les conditions de vie dans les régions plus pauvres. Les déplacements dans le Nord me permettent d'échapper au chaos de la ville. Je savoure la qualité de l'air et parle avec les gens. Ils me décrivent leurs progrès, je leur fais part de mes réserves. C'est un réel plaisir. Et, à la fin de la journée, je rentre bien fatigué.

Nos activités au Mozambique dépendent de nombreux facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise: les cyclones, par exemple, qui touchent aussi les régions dans lesquelles nous travaillons; la situation sécuritaire délicate dans le Nord, qui rend la tâche ardue pour nos partenaires; le processus de paix, dans lequel la Suisse joue un rôle important; enfin et surtout, les crédits illégaux contractés par le gouvernement entre 2013 et 2014. Après cette affaire, le Fonds monétaire international et de nombreux pays donateurs ont suspendu leur aide budgétaire, avec de lourdes conséquences sur l'économie. Ma vie à Maputo a, elle aussi, changé. Tout à coup, la monnaie a perdu la moitié de sa valeur, alors que les prix des denrées de base ont doublé ou triplé. Heureusement, la situation s'est quelque peu apaisée depuis.

Il est frustrant que des événements impondérables influencent votre travail. Malgré tout, nous avons obtenu de très

bons résultats ces dernières années. Notre microbanque, par exemple, fait largement ses preuves. Si la situation se maintient, nous pourrions peut-être ouvrir un nouvel établissement. C'est ce qui me fait avancer. Je suis optimiste, car je sais que notre travail est important et que ce pays possède un grand potentiel. ■



importantes ou visite nos projets dans le nord du pays. Traditionnellement, la Suisse est surtout présente dans les trois provinces de Cabo Delgado, de Niassa et de Nampula, à 1500-2000 kilomètres de la capitale Maputo.

La seule province de Nampula compte six millions d'habitants. Elle est un lien précieux entre le port de Nacala et les pays situés à l'intérieur du continent. Mais les inégalités sont grandes et les emplois rares, tout comme les banques disposées à prêter de l'argent aux petites entreprises. C'est pourquoi nous aidons les petits entrepreneurs à renforcer leur chaîne de valeur et favorisons l'octroi de crédits par l'intermédiaire d'une microbanque.

UN SOUTIEN CRUCIAL

La Suisse entretient de bonnes relations avec le Mozambique depuis longtemps. En 1880, des missionnaires suisses œuvraient déjà en faveur de l'éducation de base. La coopération au développement a officiellement débuté en 1979. Le Mozambique vient alors d'obtenir son indépendance. Une guerre civile éclate. Elle durera plus de seize ans. Depuis, le conflit entre le parti au pouvoir, Frelimo, et la Renamo, parti d'opposition, est latent. En août 2019, un accord de paix est signé, avec le soutien déterminant de la Suisse. Cette dernière, à travers sa politique de paix, aide depuis des années le Mozambique à surmonter les séquelles du conflit. Au vu de cet engagement, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a nommé son envoyé personnel pour le Mozambique en la personne de Mirko Manzoni, ambassadeur de Suisse à Maputo.

Voix du ... Mozambique

DES PÂTISSERIES GOURMANDES POUR UN NOUVEAU DÉPART

En 1994, alors que se tenaient les premières élections libres et démocratiques, le Mozambique avait à l'esprit les longues années de guerre civile entre les forces gouvernementales et les troupes rebelles de la Renamo : seize ans de destruction permanente des infrastructures et de la cohésion civile. Qu'une guerre soit justifiée ou non, elle apporte toujours malheur, souffrance et deuil. Dans le cas du Mozambique, où le conflit armé a sévi sur pratiquement tout le territoire, la population a explosé



NURMOMADE ABDULCARIMO a exercé divers métiers durant sa longue carrière : commerçant, hôtelier, propriétaire de restaurant et gérant d'une pâtisserie. Depuis toujours, on l'appelle Baboo, ce qui signifie « grand-père » en swahili. Il a grandi dans un petit village côtier du nord du Mozambique, où il a également fait sa scolarité. Ses différentes activités professionnelles l'ont ensuite conduit dans les villes portuaires de Pamba, de Nacala et de Matibane, puis à Porto, au Portugal. Baboo vit aujourd'hui à Maputo.

de joie lorsque le traité de paix entre le gouvernement et la Renamo a été signé à Rome en 1992. L'enthousiasme et la volonté de ce peuple merveilleux de reconstruire le pays dans son ensemble dominaient. Une touche d'enchantement était palpable. Le désir d'entamer un nouveau départ, mêlé à l'envie de rattraper le temps perdu, pouvait se lire sur les visages.

Cette puissante force nous a également saisis, ma femme et moi. Nous souhaitons également contribuer à l'effort général. Sans plus attendre, nous avons décidé de vivre à Maputo, ce qui nous a permis d'accompagner nos enfants pendant leurs études. Nous sommes convaincus que l'éducation et la formation des enfants sont indispensables au développement d'un pays.

**« LE DÉSIR D'ENTAMER
UN NOUVEAU DÉPART,
MÊLÉ À L'ENVIE DE RATTRAPER
LE TEMPS PERDU, POUVAIT
SE LIRE SUR LES VISAGES. »**

À Maputo, nous avons acheté une épicerie que nous avons dû abandonner par la suite, faute d'expérience dans ce type d'activité. Ayant travaillé dans la gastronomie et l'hôtellerie dès les années 1980, nous avons conclu un partenariat avec les propriétaires du célèbre restaurant Piri-Piri. Nous avons ainsi ouvert la pâtisserie Nautilus, à l'intersection entre l'Avenida 24 de Julho et la rue Julius Nyerere.



À la fin des années 1990, je me suis rendu au Portugal avec, à l'esprit, le bon temps des pâtisseries portugaises. J'espérais y dénicher un pâtissier habitué à travailler avec des produits naturels uniquement. J'ai eu de la chance : j'ai trouvé un tel artisan et suis rentré au Mozambique avec lui. Nous avons réussi à maintenir la tradition de la pâtisserie portugaise vivante à Maputo. Parmi les spécialités figurent des gâteaux à la noix de coco, des gâteaux de riz et diverses pâtisseries composées de pâte feuilletée telles que le « pastel de nata » : un flan pâtissier sous forme de tartelette. Laquelle est garnie d'un mélange d'eau chaude, de jaune d'œuf, de sucre et de farine. Le tout doit ensuite cuire au four à une température de 300 à 350 degrés pendant environ quinze minutes. Le résultat gustatif dépend du talent du pâtissier. ■

Bon appétit!

Nurmomade Abdulcarimo (Baboo)



RETRAIT APRÈS UN DEMI-SIÈCLE

La DDC met fin à son engagement bilatéral au Pakistan, après plus de 50 ans d'activité. Que restera-t-il ? Comment effectuer un tel départ ?

Texte : Christian Zeier

Une espérance de vie de 50 ans, un produit intérieur brut (PIB) atteignant 6,5 milliards de dollars : tel est le visage du Pakistan en 1966, lorsque la DDC entame ses activités dans ce pays d'Asie du Sud. Alors que celle-ci y cesse ses activités, les traits ont changé : l'espérance de vie s'élève à 67 ans, le PIB culmine à 300 milliards de dollars et le pays est classé dans le groupe de revenu moyen inférieur. Une performance à laquelle la Suisse a contribué.

Cette dernière a investi près de 700 millions de francs au Pakistan ces cinq dernières décennies. Dans un premier temps, l'accent a été mis sur la lutte contre la pauvreté, l'agriculture et la sylviculture. Par la suite, des domaines tels que la bonne gouvernance ou l'utilisation durable des ressources naturelles ont été privilégiés. La DDC a également fourni une aide humanitaire importante en soutenant les réfugiés afghans ainsi que la reconstruction après le tremblement de terre de 2005 et les inondations de 2010.

Trois tisseuses de tapis. Dans le village pakistanais de Gulmit, la première entreprise dirigée par des femmes a été créée avec l'appui de la coopération suisse.

© DDC

Pendant toutes ces années, la Suisse a œuvré en faveur des plus démunis et des régions situées au nord-ouest, autour de la capitale régionale Peshawar. « Pour un pays donateur de petite taille, s'éparpiller signifie perdre toute visibilité dans un pays aussi vaste », relève Daniel Valenghi, directeur du bureau de coopération au Pakistan, chargé d'accompagner le retrait suisse. C'est pourquoi la DDC s'est toujours concentrée sur les populations vivant dans les conditions les plus difficiles, tout particulièrement dans des régions rurales ou montagneuses isolées.

Un impact important

Le gouvernement pakistanais appréciait fort cette coopération, poursuit Daniel Valenghi. Le départ suisse n'est donc pas accueilli avec enthousiasme. Deux éléments expliquent la qualité des relations établies : un engagement continu ainsi que l'attitude toujours neutre d'une Suisse sans passé colonial. Dans un pays aussi grand, toute avancée peut paraître modeste. Une certitude néanmoins : « Vu le budget dont nous disposons, les effets se sont révélés importants », souligne Daniel Valenghi. Ces derniers pourront faire l'objet d'une évaluation dans cinq ou dix ans. La DDC a, par ailleurs, produit plusieurs publications offrant un aperçu des projets et des résultats atteints (voir encadré).

Initialement, la DDC n'entendait pas mettre fin à son engagement avant

2022. Or, les coupes budgétaires votées par le Parlement en 2017 ont accéléré le processus : le bureau local sera fermé d'ici à la mi-2020. En principe, un retrait se prépare six à sept ans à l'avance, note Daniel Valenghi. Chaque projet doit être planifié pour être bouclé ou transmis à des partenaires locaux. Utilisée désormais par le gouvernement pakistanais, la base de données virtuelle sur les droits humains, mise en place par la DDC en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, en est un bon exemple.

La situation se révèle plus compliquée si un projet ne peut être achevé avant le départ, comme c'est le cas des microcentrales hydroélectriques dont la DDC a soutenu la construction dans les vallées de Yarkhun et de Laspur, au nord-ouest du pays. L'infrastructure fonctionne et produit de l'électricité, mais les turbines doivent être désormais gérées par les communes elles-mêmes. « Le projet a évolué comme prévu, précise Daniel Valenghi, mais il faudra attendre encore deux à trois ans avant qu'il ne fonctionne de manière durable. » L'ONG locale Aga Khan Rural Support Programme a participé à la mise en place des microcentrales. La pérennité du projet devrait donc être assurée, malgré le désengagement suisse.

Que restera-t-il donc, une fois la DDC partie ? « C'est dans l'humain que nous avons investi le plus, explique Daniel Valenghi. Formation, perfectionnement professionnel, constitution de

La DDC a soutenu de nombreux projets au Pakistan. Elle a renforcé les capacités des forces de police à Khyber Pakhtunkhwa et formé des chiens de sauvetage pour localiser les victimes en cas de catastrophe.

© DDC (2)



réseaux: tout cela perdure.» Quant à l'infrastructure mise en place avec le soutien de la Suisse, elle pourra aussi être gérée de manière autonome dans la plupart des cas.

Si le Pakistan reste l'un des pays les plus fragiles, le désengagement de la DDC à ce stade est défendable, du moins pour ce qui est des projets bilatéraux de coopération au développement, note Daniel Valenghi. La Suisse reste représentée dans le pays par son ambassade. La DDC continue, pour sa part, à financer des institutions multilatérales. Elle est présente via ses programmes mondiaux.

Une aide humanitaire peut, en outre, être fournie en cas de catastrophe.

Sur le plan économique, l'importance du Pakistan va croissant. Ce domaine devrait donc peser davantage encore à l'avenir dans les relations entre les deux pays. La Suisse est d'ores et déjà l'un des principaux investisseurs étrangers directs au Pakistan: de nombreuses entreprises helvétiques y sont implantées. «Le pays possède un énorme potentiel. Même sans l'aide au développement classique, les opportunités de coopération ne manquent pas», conclut Daniel Valenghi. ■

SOURCE D'INSPIRATION

Au moment du retrait de la Suisse du Pakistan, la DDC a rassemblé des récits tirés de 50 ans de coopération au développement: un village séculaire, dans lequel des femmes ouvrent leur premier magasin; une jeune fille des bidonvilles, qui brille tant à l'école que sur le terrain de cricket; un réfugié afghan, devenu étudiant en master. Les vidéos sont publiées sur la page Facebook «Switzerland in Pakistan». Les histoires figurent également à l'adresse suivante: <https://www.eda.admin.ch/53yearsOfSD-CinPakistan>.

DE L'EAU POUR BIDI BIDI

L'hydrogéologue Ellen Milnes, du Corps suisse d'aide humanitaire, utilise des images satellites libres d'accès ainsi que des données géologiques et météorologiques pour localiser les nappes phréatiques dans les camps de réfugiés. À Bidi Bidi, au nord de l'Ouganda, la quantité d'eau disponible a quadruplé.

Texte : Samuel Schlaefli

En 2016, près d'un million de personnes ont fui les atrocités de la guerre civile au Soudan du Sud et traversé la frontière au nord de l'Ouganda. En quelques mois à peine, quatre immenses camps de réfugiés, dont celui de Bidi Bidi, ont vu le jour sur des terres alors quasiment inhabitées. Début 2017, 280 000 personnes devaient être approvisionnées en eau. Chacune ayant besoin de 20 litres au minimum quotidiennement, selon les critères de l'ONU, quelque deux milliards de litres par an

pour l'ensemble du camp étaient nécessaires. Un défi colossal.

Des puits aux capacités insuffisantes

Lorsque des milliers de personnes doivent soudainement être ravitaillées en eau à la suite d'une crise, comme en Ouganda en 2017, Ellen Milnes prépare ses valises. L'hydrogéologue, qui appartient au Corps suisse d'aide humanitaire

(CSA), travaille depuis 2014 pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans le cadre de l'engagement de la Suisse au sein de l'ONU. En situation de crise, il n'est pas rare que le HCR coordonne des centaines de forages pour accéder le plus rapidement

Des cartes en haute résolution permettent de localiser les nappes phréatiques. La quantité d'eau ainsi disponible a nettement augmenté.

© DDC





Ellen Milnes, hydrogéologue et membre du Corps suisse d'aide humanitaire, inspecte un nouveau forage à l'aide d'une caméra. Les roches extraites (à gauche) sont triées en fonction de la profondeur de forage. Les géologues peuvent ainsi déterminer la qualité du sol.

© DDC (2)

CARTOGRAPHIE COMPLÈTE DU TCHAD

En collaboration avec des partenaires locaux, des spécialistes de la DDC élaborent une cartographie hydrogéologique de l'ensemble du Tchad. La deuxième phase du projet « ResEau », qui doit durer jusqu'en 2025, a débuté cette année. « Ces cartes sont la base d'une meilleure gestion des ressources en eaux souterraines et donc d'un développement durable du Tchad », déclare Marc-André Bünzli, chef du groupe spécialisé Eau du CSA. Au cours de la première phase du projet, plus de 400 000 km² de désert, au nord du pays, ont été cartographiés. Un master en hydrologie et système d'information géographique a, par ailleurs, été mis sur pied avec l'Université de N'Djaména.

possible aux nappes phréatiques. « Mais ces puits fournissent souvent si peu d'eau que l'approvisionnement reste insuffisant », déplore Ellen Milnes.

À Bidi Bidi, la situation a longtemps été critique. Des camions convoient l'or bleu chaque mois pour 2,4 millions de dollars. L'hydrogéologue tente alors quelque chose de nouveau. En croisant des images satellites libres d'accès, des modèles altimétriques, des données géologiques ainsi que des informations sur le niveau de précipitations et l'évaporation, elle essaie de cartographier en haute résolution le potentiel en eaux souterraines autour du camp. « Les principaux critères sont la disponibilité des ressources en fonction de la topographie ainsi que la morphologie et la capacité du réservoir qui dépend du type de roche et de sa porosité », précise-t-elle. La superposition de différentes cartes a permis à Ellen Milnes de localiser, à quelques centaines de mètres près,

les sites les plus appropriés. Un changement d'optique fondamental: « Mieux vaut capter l'eau là où les réservoirs se trouvent et non, comme c'était l'usage jusqu'à présent, là où les populations s'installent ».

Résultats prometteurs

Dans le cadre d'une collaboration entre le CSA, le HCR et l'Université de Neuchâtel, où Ellen Milnes enseigne, un projet d'un an a été lancé en 2018 pour tester ce procédé à grande échelle à Bidi Bidi. « Les premiers résultats sont prometteurs, se réjouit l'hydrogéologue. Grâce à nos cartes, la quantité d'eau disponible est quatre à dix fois plus importante. »

Les 19 puits creusés selon la nouvelle méthode fournissent à peu près la même quantité d'eau que 77 puits classiques. Selon Ellen Milnes, cette nouvelle approche va de pair avec une tendance gé-



nérale à abandonner le modèle de petits puits à pompe manuelle, d'une capacité maximale de 300 litres par heure. Il faut se tourner vers des puits plus grands et un système d'approvisionnement centralisé, permettant de recueillir 500 à 10 000 litres par heure. Au-delà de la quantité, «la qualité peut être mieux contrôlée et l'eau purifiée», relève la professeure. Ces opérations se révèlent plus difficiles si des centaines de petits puits sont disséminés sur le territoire. Avec parfois, pour conséquences, des cas de diarrhée et des épidémies de choléra, comme au début de 2018 en Ouganda, à la frontière avec la République démocratique du Congo.

Un kit en cas de crise

D'une durée de deux ans, la deuxième étape du projet a débuté en août. Cyrille Scherrer, doctorant d'Ellen Milnes à l'Université de Neuchâtel, analysera

la «cartographie rapide du potentiel en eau souterraine». Des essais ponctuels dans d'autres régions de l'Ouganda n'ont pas connu le même succès, en raison de caractéristiques hydrogéologiques spécifiques. Certains aspects du procédé devront donc être affinés. Cyrille Scherrer évaluera également le risque d'une surexploitation du réservoir. À cet effet, les puits ont été équipés de capteurs mesurant le niveau de l'eau.

Les cartes déjà produites sont mises à disposition du monde entier sur la plate-forme d'information «WASH» du HCR (<http://wash.unhcr.org/fr/wash-gis-portal/>). Ces ressources seront régulièrement enrichies, l'objectif étant de rendre la méthode applicable à tout camp de réfugiés.

Sur mandat du ministère de l'Eau et de l'Environnement ougandais, un atelier d'une semaine, avec dix hydrogéologues locaux, a été organisé en novembre 2018.

Ellen Milnes s'en félicite: «Le gouvernement envisage d'intégrer notre méthode à sa gestion de crise nationale: on ne peut rêver mieux!» ■

PARTAGE DE SAVOIR ENTRE ZOLLIKOFEN ET BREGALNICA

Depuis neuf ans, la DDC aide la Macédoine du Nord à protéger ses ressources naturelles, uniques en Europe. Le projet mis en œuvre dans la région du fleuve Bregalnica fait école.

Texte : Samuel Schlaefli

La Macédoine du Nord est l'un des « points chauds de biodiversité » en Europe. Ce petit pays, entouré par le Kosovo, l'Albanie, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce, abrite entre 70 et 90 % des espèces végétales indigènes des Balkans. À ce jour, 414 espèces d'amphibiens, de reptiles, d'oiseaux et de mammifères y ont été recensées.

Trop faible économiquement, la Macédoine du Nord ne disposait pas, jusqu'à présent, des ressources financières, techniques et humaines nécessaires pour protéger cette biodiversité. En 2010, la DDC a lancé le « Nature Conservation Programme » (NCP) pour aider le pays à préserver cet écosystème hors du commun, en particulier dans la région de Bregalnica, du nom du fleuve qui la traverse à l'est. LONG suisse Helvetas s'est chargée de la mise en œuvre sur place, en étroite collaboration avec Farmahem. Basée à Skopje, cette PME spécialisée dans le conseil a ensuite pris les rênes du projet en 2017.

« L'intense partage de connaissances avec nos partenaires suisses a été un facteur décisif, notamment dans la mise en place d'une gestion durable des forêts », souligne Marjana Šušlevska, coordinatrice du projet. Plus de 50 % de la région de Bregalnica – soit quelque 137 000 hectares – sont couverts de forêts, essentiellement de chênes et de hêtres. Dans le cadre du NCP, la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires de Zollikofen (BE) et l'Université Saints-Cyrille-et-Méthode de Skopje ont élaboré une stratégie en matière d'exploitation forestière, qui tient compte du réchauffement climatique.

Zones protégées

La mise en place d'une stratégie nationale de protection de la nature était un élément clé du projet. Des zones protégées ont été définies conformément aux normes internationales. « Nous

sommes parvenus à réunir paysans, chasseurs, exploitants miniers et écologistes autour d'une même table pour développer des solutions communes », indique Marjana Šušlevska. Selon elle, paysans et petites entreprises disposent d'une marge de manœuvre élargie. Les produits locaux sont mis en avant et le grand potentiel du tourisme durable progressivement exploité. « Le projet de Bregalnica est un exemple de bonne pratique: il fait école dans d'autres régions », se réjouit la coordinatrice ■

Paysages uniques, riches en biodiversité, le long du fleuve Bregalnica.

© Ljubomir Stefanov



DDC INTERNE

SUISSE : SOUTIEN RENOUVELÉ AU HCR

(ung) Le Conseil fédéral a décidé d'octroyer 125 millions de francs au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour la période 2019-2022. L'an passé, en raison des nombreuses crises à travers le monde, quelque 21 millions de personnes ont bénéficié d'une assistance ou d'une protection de la part du HCR. Ce soutien correspond aux priorités de l'Aide humanitaire de la DDC. L'organisation est son troisième partenaire par ordre d'importance. En 2018, la Suisse a financé l'engagement du HCR à hauteur de 43 millions de francs. Une trentaine de membres du Corps suisse d'aide humanitaire sont, par ailleurs, en mission pour le HCR dans les domaines de la protection des populations et de l'eau.

Durée du projet: 2019-2022

Volume: 125 millions CHF

RDC : UN MILLION POUR LUTTER CONTRE EBOLA

(ung) La DDC a débloqué un million de francs pour soutenir les sociétés nationales de la Croix-Rouge dans la lutte contre l'épidémie Ebola en République Démocratique du Congo. Le montant versé à la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge servira également à appuyer les mesures préventives dans les pays voisins.

Durée du projet: 2018-2022

Volume: 1 million CHF

GHANA ET SÉNÉGAL : COUP DE POUCE AUX START-UP ACTIVES DANS LA SANTÉ

(fva) En collaboration avec Impact Hub Bâle, la DDC soutient, au Ghana et au Sénégal, des start-up développant des services et des produits innovants pour améliorer la santé de la popu-

lation. Acteurs enracinés localement et dotés d'une structure allégée, les entrepreneurs sociaux et les start-up peuvent apporter des solutions sur mesure, adaptées à des contextes et à des besoins spécifiques. De plus, les innovations qui renforcent la santé des plus vulnérables, tout en maximisant les gains économiques, ont plus de chance d'être traduites en politique lorsqu'elles ont fait leurs preuves.

Durée du projet: 2018

Volume: 1,48 million CHF

ASIE : APPUI À LA GOUVERNANCE LOCALE

(bm) Faire progresser la démocratie en renforçant la décentralisation et la gouvernance locale en Asie: tel est l'objectif de LOGIN (www.loginasia.org). Ce réseau d'apprentissage et d'échanges d'expériences, soutenu par la DDC, est actif dans douze pays asiatiques. Parmi ses membres figurent des gouvernements locaux et nationaux ainsi que des acteurs de la société civile. L'objectif est double: accroître les capacités des autorités pour qu'elles puissent offrir des services publics de qualité accessibles à tous et donner aux citoyens les moyens de devenir des acteurs clés dans le processus décisionnel au niveau municipal. Ce réseau contribue à la paix et à la stabilité dans la région, ce qui va aussi dans l'intérêt de la Suisse.

Durée du projet: 2019-2023

Volume: 3,95 millions CHF

TANZANIE : POUR DES ÉLECTIONS LIBRES ET JUSTES

(dni) Depuis l'élection présidentielle controversée de 2015, le parti gouvernemental tanzanien a utilisé les canaux officiels et informels du pouvoir pour limiter la marge

de manœuvre de la société civile, de l'opposition et des médias. Les élections locales de 2019 et nationales de 2020 seront donc des événements clés du développement démocratique en Tanzanie. Le pays compte près de 60 millions d'habitants, dont cinq millions de jeunes qui voteront pour la première fois. Nombre d'entre eux sont découragés par le manque de perspectives économiques dans le pays. La DDC soutient une coalition d'organisations de la société civile chargée de l'observation des élections, à court et à long terme. Une intervention ciblée est, en outre, menée à Zanzibar pour promouvoir un dialogue pacifique, avec notamment des jeunes et des chefs religieux influents.

Durée du projet: 2019-2021

Volume: 1,1 million CHF

MACÉDOINE DU NORD : DES RÉFORMES DÉMOCRATIQUES INDISPENSABLES

(drd) Par le passé, de nombreux cas de fraude électorale et d'intimidation des électeurs ont été observés au cours du processus électoral en Macédoine du Nord. Les partis politiques sont, de plus, centralisés, à forte domination masculine et les processus de décision opaques. D'importantes réformes sont nécessaires pour mettre en place un système démocratique qui fonctionne. Le projet de la DDC «Support to Electoral Reforms» entend rendre les processus électoraux plus inclusifs et démocratiques. Il s'agit de renforcer la participation citoyenne ainsi que l'autonomie des autorités électorales. L'objectif est également d'accroître la responsabilité des élus envers le peuple.

Durée du projet: 2018-2023

Volume: 5,95 millions CHF



LA MICROFINANCE, UN REMÈDE CONTRE LA PAUVRETÉ ?

L'accès à l'épargne, à l'assurance et au crédit permet de lutter contre la pauvreté, selon la Banque mondiale et de nombreuses organisations d'aide au développement. Des chercheurs mettent, néanmoins, en doute cette corrélation positive, faute de preuves.

Texte : Samuel Schlaefli

Les débuts étaient prometteurs: la Grameen Bank, fondée en 1976 par Muhammad Yunus, a accordé des micro-crédits à des millions de personnes – principalement des femmes – au Bangladesh. Son but: éradiquer la pauvreté. En 2006, l'entrepreneur a reçu le prix Nobel de la paix. Quatre ans plus tard, c'est le désenchantement. En Inde, les agriculteurs ont investi dans les semences, les engrais et les pesticides. Après de mauvaises récoltes, ils se retrouvent surendettés, ayant contracté de multiples prêts, souvent à des taux d'intérêt excessifs. Une vague de suicides secoue le pays.

L'épargne, un élément clé

L'octroi irresponsable de tels crédits est désormais vilipendé. Aujourd'hui, les organisations d'aide au développement actives dans le domaine parlent d'inclu-

sion financière. Laquelle ne comprend pas seulement le microcrédit, mais tous les produits à moindre coût pour les consommateurs exclus des services traditionnels. Selon le site spécialisé MIX, des prêts d'une valeur de 114 milliards de dollars ont été accordés à 139 millions de personnes en 2017. L'activité la plus forte se déploie en Asie, avec l'Inde et ses 50,9 millions d'emprunteurs.

La DDC est également active dans ce domaine depuis les années 1980. «Les personnes touchées par la pauvreté ont non seulement besoin de prêts, mais également de produits d'épargne et d'assurance pour renforcer leur résilience face aux chocs tels que les maladies ou les mauvaises récoltes, explique Nathalie Wyser, conseillère principale en politique à la DDC. Pour nous, en sus des crédits, l'épargne a toujours été une priorité.» Autre aspect important: la protection des clients. La coopération suisse s'engage, depuis longtemps, en faveur d'une meilleure régulation des marchés financiers dans les pays partenaires pour prévenir le surendettement.

Nathalie Wyser en est convaincue: «L'inclusion financière est un élément central de la lutte contre la pauvreté, à condition qu'elle soit associée à d'autres instruments favorisant l'autonomie, comme l'éducation financière, les services-conseils agricoles et la formation

professionnelle.» Un avis partagé par l'ONU: celle-ci considère l'accès aux services financiers comme un facteur de progrès pour six des dix-sept Objectifs de développement durable.

Pas de remède miracle

L'efficacité de l'inclusion financière demeure, pourtant, controversée. «Le lien de causalité entre inclusion financière et réduction de la pauvreté est difficile à mesurer», relève Annette Krauss, spécialiste de la question à l'Université de Zurich. Avant d'ajouter: «Il est évident que l'inclusion financière n'est pas un remède miracle, mais plutôt une pommade pour lutter contre la pauvreté». L'accès au capital ne suffit pas. Pour lancer une petite entreprise, des infrastructures qui fonctionnent, une protection efficace contre la corruption et des impôts équitables se révèlent tout aussi importants.

Dans une étude publiée cette année, le réseau de recherche non lucratif Campbell Collaboration a analysé onze recherches sur l'inclusion financière. Conclusion: l'impact de cette offre est variable et souvent faible. Les auteurs observent des effets davantage positifs que négatifs, en particulier lorsque l'épargne est encouragée, mais leur portée n'est pas transformatrice. Philip Mader, coauteur de l'étude et colla-

Octroi de microcrédits dans une agence spécialisée, au Ghana. En 2017, des prêts d'une valeur de 114 milliards de dollars ont été accordés à 139 millions de personnes à travers le monde.

© Nicolas José/hemis.fr/laif

borateur scientifique de l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex, souligne: «Les instruments financiers se trouvent au sommet de la pyramide des besoins des plus pauvres. Ils ne constituent pas une base, mais plutôt un complément.»

Philip Mader critique le fait que l'inclusion financière soit toujours fortement orientée vers les prêts. Les personnes défavorisées doivent ainsi s'endetter pour des besoins essentiels tels que l'accès à l'eau potable, aux infrastructures ou aux soins médicaux. «Ce sont des droits humains, qui doivent être assurés par l'État ou la communauté internationale.» Le chercheur évoque une financiarisation de la pauvreté. Les devoirs de l'État ou d'ONG pèsent désormais sur les épaules des plus défavorisés. «Et ce, avec des taux d'intérêts moyens de 35 %.»

Dans l'élargissement du microcrédit à d'autres produits et services, Philip Mader voit essentiellement une ouverture du marché à de nouveaux acteurs. Et de citer PayPal, Visa, Mastercard, des entreprises de télécommunication et, enfin, Facebook avec sa monnaie virtuelle Libra. «Ces sociétés sont en train de révolutionner l'inclusion financière grâce au numérique.»

La Mastercard Foundation et le groupe «philanthropique» Omidyar, de Pierre Omidyar, fondateur d'eBay et de PayPal, entendent accélérer l'inclusion financière: une initiative lancée par l'organe de réflexion Groupe consultatif d'assistance aux pauvres hébergé par la Banque mondiale, en collaboration avec la Bill & Melinda Gates Foundation, Credit Suisse, le Programme des Nations Unies pour le développement et la DDC. De son côté, la Better than Cash Alliance réunit fondations, prestataires de services financiers et organisations d'aide au développement pour développer, à l'échelle mondiale, le paiement sans espèces.

Dans un rapport daté de 2016, Visa estimait à 35 milliards de dollars par an les gains potentiels sur les frais de

transaction. Selon Philip Mader, de tels bénéfices reposent sur une injustice: «Comme dans le cas du microcrédit, sur les plates-formes de transfert d'argent numérique, les pauvres paient des frais plus élevés pour de petites sommes que les riches pour des montants importants.»

Tous ne souhaitent pas laisser la finance inclusive, qu'elle soit numérique ou analogique, aux mains du marché. L'œuvre d'entraide Action de Carême a renoncé très tôt aux programmes de microcrédit ou d'inclusion financière. «Nous travaillons avec les populations les plus pauvres, comme les Adivasis ou les Dalits, des minorités surendettées en Inde, indique Benno Steffen, chargé de programme pour le Kenya et les groupes de solidarité. Le microcrédit et la finance inclusive leur font plus de mal que de bien». Le manque de résilience des petits paysans les fait plonger au moindre choc dans la spirale du surendettement. «Nous soutenons des groupes d'épargne et de solidarité au sein desquels les membres d'une communauté s'accordent mutuellement des prêts».

Pot commun

Dans le cadre d'un projet à Madagascar, chaque membre verse 50 à 100 centimes par mois dans un pot commun. Des prêts pour la nourriture, les soins de santé ou les frais de scolarité sont ensuite octroyés. Selon Benno Steffen, l'île africaine compte actuellement quelque 15000 groupes de ce type, réunissant 150000 membres au total. Une expérience prometteuse, selon les premières études d'impact. Les groupes de solidarité jouent également un rôle important au niveau social: «De nombreuses personnes réalisent qu'elles ne sont pas seules face à leurs difficultés. Ensemble, elles cherchent des solutions.»

«Les groupes de solidarité et les coopératives sont à l'origine de l'inclusion financière. Ils restent très importants, en particulier dans les zones rurales,

confirme Nathalie Wyser, de la DDC. Les coopératives comptent parmi nos partenaires préférés.» Elles ne peuvent toutefois pas être implantées partout. «Par ce moyen, nous ne pouvons pas atteindre les deux milliards d'être humains en âge de travailler qui ne possèdent toujours pas de compte épargne». Selon Nathalie Wyser, les services financiers formels et les groupes de solidarité ne s'excluent pas mutuellement: «Nous avons besoin des deux.» La Suisse doit participer à l'élaboration des instruments d'inclusion financière mondiaux pour qu'ils servent mieux les ménages touchés par la pauvreté. «Le marché financier existe, avec ou sans nous.» ■

LE NUMÉRIQUE, UNE CHANCE POUR LES RÉGIONS RECLUÉS

La DDC voit un grand potentiel dans l'inclusion financière numérique. Les coûts de transaction peuvent ainsi fortement diminuer, en particulier pour les personnes vivant dans les régions reculées. L'association Swiss Capacity Building Facility, qui compte parmi ses membres fondateurs la DDC, des banques suisses et des assurances, a mis en œuvre le projet «e-tontine» au Bénin. Les employés de la poste peuvent ouvrir pour leurs clients un compte en ligne via une application conçue à cet effet, permettant le dépôt d'épargne et les versements. Un outil utile notamment pour les vendeuses sur les marchés. Le service est gratuit, même pour des montants très faibles.

Carte blanche

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS: OUI, MAIS...

Le 27 juin 2018, la première Polo fabriquée localement sortait de la toute nouvelle usine d'assemblage Volkswagen à Kigali. Cette performance est le fruit d'un investissement de 20 millions de dollars du premier groupe automobile mondial au Rwanda. Le constructeur allemand prévoit de produire 5000 véhicules par an pour desservir le marché local et régional. Il s'agit d'un tournant majeur pour le Rwanda: c'est sans conteste le plus grand succès dans sa quête d'investissements directs étrangers (IDE).

Au cours de la dernière décennie, les IDE ont été largement reconnus comme un facteur majeur de croissance et de déve-

loppement. Ils apportent capital, technologie, savoir-faire et accès à de nouveaux marchés. Ils sont également plus stables que d'autres sources de capitaux, avec un engagement à long terme dans l'économie destinataire.

« LES ENTREPRENEURS RWANDAIS SE PRÉOCCUPERONT TOUJOURS DE L'INTÉRÊT DE LEUR PAYS, MÊME EN PÉRIODE DIFFICILE. C'EST EXACTEMENT LE TYPE DE STABILITÉ DONT LE PAYS A BESOIN POUR GARANTIR UNE CROISSANCE CONTINUE AU COURS DES DÉCENNIES À VENIR. »

tion des voies de transport dans les pays voisins. Des solutions peuvent néanmoins être trouvées.

Vu l'apport relativement modeste des PME au développement de l'économie nationale, certains soutiennent que le développement de l'entrepreneuriat local ne devrait pas constituer une priorité du gouvernement. C'est une erreur. Les industriels rwandais ont le potentiel de former du personnel qualifié. Ils ne travaillent pas en vase clos, mais s'inscrivent dans un écosystème d'affaires, définissant leur culture d'entreprise et contribuant à l'environnement dans lequel ils évoluent. Tous ces éléments jouent un rôle important pour attirer des investisseurs potentiels. Les entrepreneurs rwandais se préoccupent toujours de l'intérêt de leur pays, même en période difficile. C'est exactement le type de stabilité dont le pays a besoin pour garantir une croissance continue au cours des décennies à venir.

Pour les entrepreneurs locaux, les IDE représentent à la fois une menace et une opportunité. La menace évidente est que la concurrence internationale les chasse du marché, celle-ci possédant plus de ressources financières et de connaissances. Mais des opportunités existent également. Les IDE tendent à mettre la barre plus haut avec de meilleurs produits et services sur le marché, incitant les entrepreneurs rwandais à s'améliorer. Ils créent également des marchés complémentaires que les firmes indigènes peuvent investir.

Le Rwanda doit investir dans l'entrepreneuriat local. Il ne pourra réussir à long terme que si les entrepreneurs rwandais profitent des opportunités offertes par les IDE. ■



ALICE NKULIKIYINKA vit à Kigali. Elle est responsable des programmes du Business Professionals Network, une fondation suisse active dans la promotion des PME dans les pays en développement. Avant de retourner au Rwanda, elle a travaillé en Suisse auprès d'établissements bancaires renommés. En tant que directrice de projet, gestionnaire de produit ou responsable d'équipe, elle a dirigé des équipes internationales à Zurich, à Londres et à New York notamment et piloté des projets à Hongkong et à Singapour. Alice Nkulikiyinka est détentriche d'un Master ès Sciences en économie et informatique de l'Université de sciences appliquées de Worms (Allemagne) ainsi que d'un Master ès Sciences en gestion de l'information de l'Université de Constance (Allemagne).

Ces vingt dernières années, le gouvernement a fait de la réforme de l'économie et de la promotion de la croissance économique des priorités. Actuellement, l'une de ses stratégies clés est d'attirer les IDE, via le Conseil du développement du Rwanda et d'autres organismes.

Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le pays a réalisé de grands progrès en matière d'investissements étrangers. Des défis subsistent néanmoins. Le premier est lié au fait que le Rwanda n'a pas d'accès à la mer, le port maritime le plus proche étant à plus de 2000 kilomètres. Le deuxième concerne la pénurie de personnel qualifié, dans tous les domaines. Enfin, le pays ne possède pas de solide histoire dominée par l'économie privée sur laquelle s'appuyer.

Certains de ces défis, tels que la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, ne peuvent être relevés qu'à long terme. D'autres échappent au contrôle de Kigali, comme l'améliora-



DES IMAGES PUISSANTES

Dans le Caucase du Sud, régulièrement en proie aux conflits, la photographie et les films documentaires jouent un rôle important.

La DDC soutient des artistes en Arménie, en Géorgie et en Azerbaïdjan, encourageant ainsi les échanges entre ces pays.

Texte : Christian Zeiler

Lancer des projets culturels transfrontaliers dans le Caucase du Sud n'est pas chose aisée. Le conflit latent entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan demeure préoccupant. La censure est une réalité en Azerbaïdjan, pays répressif, alors que les artistes arméniens souffrent, depuis des années, de la corruption et de la mauvaise gouvernance. Pas étonnant donc que la Géorgie, troisième pays de la région, soit considérée comme un refuge relativement sûr.

« Notre pays remplit une fonction particulière dans le paysage culturel transcaucasien », explique Archil Khetaguri, président de la fondation Noosfera, organisatrice du Festival du film documentaire CinéDOC à Tbilissi. La Géorgie avait développé une culture cinématographique sophistiquée à l'époque soviétique déjà. Les producteurs de documentaires y jouissaient d'une plus grande liberté que ceux établis en Arménie ou en Azerbaïdjan. « Les pays voisins doivent encore digérer leur passé. Ce qui explique leur retard sur la Géor-

gie en termes de qualité », note la directrice de Noosfera, Ileana Stanculescu, originaire de Roumanie.

Des documentaires influents

La Géorgie compte de bons réalisateurs, parmi lesquels de nombreuses femmes. Formés à l'étranger, ces derniers travaillent sur des thèmes actuels. Malgré les différences entre voisins, Ileana Stanculescu reconnaît une culture cinématographique transcaucasienne. « Les sociétés des trois pays vivent dans des contextes similaires et connaissent les mêmes problèmes. » Des défis, tels que la migration ou l'exode rural, concernent l'ensemble de la région.

Pour diffuser l'information dans les campagnes, les organisateurs du Festival ont lancé le programme « CinéDOC on tour ». Les 49 coordinateurs régionaux projettent ainsi des films dans l'ensemble des régions du Caucase du Sud. Un documentaire sur l'influence de l'Église en Géorgie peut susciter également la discussion en Arménie ou un long-métrage sur la migration inciter des villageoises géorgiennes à reconsidérer leur décision d'émigrer. « La pensée critique est essentielle pour la société civile. Les films documentaires peuvent avoir un énorme impact », observe Archil Khetaguri.

« CinéDOC on tour » est l'un des trois volets du Festival du film géorgien, soutenu par la DDC. Ce dernier organise, par ailleurs, le concours de films docu-

mentaires Focus Caucasus et une université d'été à laquelle prennent part des réalisateurs des trois pays. Cette formation permet à de jeunes professionnels d'Azerbaïdjan et d'Arménie de se rencontrer. « Les artistes des deux pays peuvent voyager en Géorgie, mais n'ont pas l'autorisation de se rendre visite mutuellement, indique Ileana Stanculescu. Grâce à notre projet, nous soutenons la formation des cinéastes ainsi que les échanges transfrontaliers. »

« LA PHOTOGRAPHIE EST UN INSTRUMENT PUISSANT POUR RACONTER DES HISTOIRES ET INITIER DES CHANGEMENTS. »

Nestan Nijaradze

Promouvoir un secteur culturel diversifié, innovant et participatif en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie, et par conséquent le dialogue entre les trois pays, est précisément l'objectif du programme « Arts and Culture for Development in the South Caucasus » de la DDC. Outre le secteur du film documentaire, la DDC soutient la photographie, via l'ONG Tbilisi Photography & Multimedia Museum. Un centre doit être mis sur pied à Tbilissi pour préserver le patrimoine photographique du Caucase du Sud et offrir une plate-forme aux photographes des trois pays. En plus de la médiathèque en ligne lancée l'an passé, un lieu de rencontre physique comprenant

Migration dans les villages de montagne, par la photographe géorgienne Natela Grigalashvili (en haut à gauche). Projection d'un film dans le cadre du projet « CinéDOC on tour », en Arménie (en bas à gauche).

© Idd



En Azerbaïdjan, un long métrage est projeté pour un petit groupe (photo ci-dessus). Extrait du film documentaire *Transparent World*, du cinéaste géorgien Vakhtang Kuntsev-Gabashvili (photo ci-dessous).

© ldd

une photothèque et des salles d'exposition verra également le jour.

Culture contrôlée par l'État

«La photographie est un instrument puissant pour raconter des histoires et initier des changements», relève Nestan Nijaradze, responsable du projet et cofondatrice du Tbilisi Photo Festival. Comme les représentants de Noosfera, elle souligne l'importance de la culture géorgienne pour la région: «Les créateurs des trois pays ne peuvent se rencontrer qu'ici. Nous devons mettre cette position particulière à profit et être un

modèle positif pour la région.» La curatrice prépare une grande exposition de photographies en provenance de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie – la première du genre. Des thèmes similaires, tels que le droit des femmes, les frontières ou la migration, sont récurrents dans les trois pays. «Ils sont néanmoins traités très différemment», note Nestan Nijaradze. Le contexte exerce une grande influence sur la création artistique. Un pays peut laisser une grande liberté aux photographes, alors que, dans un autre, la censure est très forte.

Le centre photographique est une institution importante pour promouvoir les échanges et susciter des changements culturels et sociaux. Selon la responsable du projet, les pays du Caucase du Sud traversent une transition difficile vers la démocratie. «Pour que l'art puisse apporter sa contribution, il a besoin d'un soutien extérieur.» ■



LE BUSINESS DE LA PAUVRETÉ

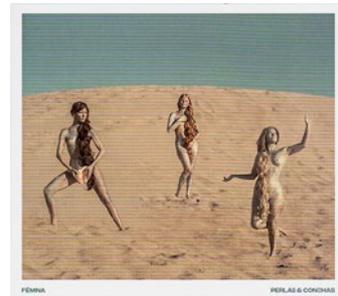


© ZDF

(dg) Les groupes alimentaires ciblent de plus en plus les pays émergents et en développement. Ils y vendent des produits industriels contenant beaucoup de sel, de graisse, de sucre et d'exhausteurs de goût. Les produits de marque vendus en mini-portions à des prix en centimes rencontrent, eux aussi, un grand succès. Ils sont taillés sur mesure pour les plus pauvres. Le documentaire *Le business de la pauvreté* montre deux régions du monde complètement différentes : l'agglomération de São Paulo et celle de Nairobi. Il fournit des informations précieuses sur les conditions de vie et les motivations d'achat. Abordant les contradictions et les stratégies problématiques des multinationales, il offre un bon point de départ pour des discussions en classe. En Suisse aussi, l'alimentation et la santé sont des thèmes importants. Les habitudes alimentaires sont fortement influencées par l'industrie alimentaire et dépendent de l'éducation, du pouvoir d'achat et du statut social. *Le business de la pauvreté*, de Joachim Walthier, Allemagne-Brésil-Kenya 2016; DVD ou VOD, <https://www.education21.ch/fr/films>

MUSIQUE

JOIE DE VIVRE



(er) Les deux sœurs Sofia et Clara Trucco, accompagnées de leur amie d'enfance Clara Miglioli, conquièrent le public mondial. Ce trio féminin est originaire de San Martin de los Andes, pittoresque village entouré de forêts, de montagnes et de lacs au nord de la Patagonie, en Argentine. Il mêle folk, soul, funk, rap et électro avec, pour résultat, un son unique et envoûtant. Les voix douces et harmonieuses des chan-



© David Shapiro

ENTRE PASSÉ ET PRÉSENT

(bf) La République démocratique du Congo est connue dans le monde entier pour la vitalité de sa culture. Nulle part ailleurs en Afrique, la création artistique n'est si diverse, vibrante et moderne. Par le passé également, des masques, statuettes ou objets quotidiens créés au Congo sont devenus des icônes de l'art africain. Pour la première fois, des œuvres et des photographies congolaises historiques et contemporaines seront mises face à face au Musée Rietberg à Zurich. Pour éviter un regard occidental sur l'art congolais, l'exposition *Fiction Congo* privilégie des artistes congolais contemporains célèbres, comme Sammy Baloji, Michèle Magema, Monsengo Shula et Sinzo Aanza. Elle montre comment ils examinent d'un œil critique les effets de la colonisation, du travail missionnaire et du commerce mondial. *Fiction Congo*, dès le 22 novembre au musée Rietberg de Zurich

FILMS

DANS UNE RIVIÈRE DU CAUCASE



© trigon

(wr) Chaque année au printemps, la rivière Ingouri charrie, des hauteurs du Caucase jusque dans la plaine géorgienne, des mottes de terre fertile qui s'amoncellent pour former de petites îles, oasis pour la vie sauvage et humaine. Le paysan Abga

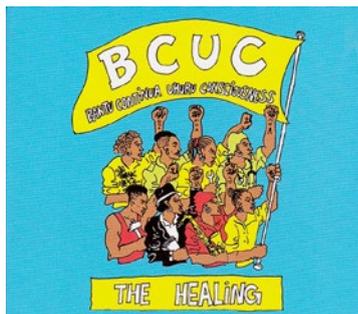
et sa petite-fille de seize ans, Asida, vivent au pied des montagnes. Ils s'installent sur une île au milieu de la rivière : un habitat dangereux qui peut être balayé à tout moment par des alluvions plus gros. Ils y construisent une cabane, travaillent le sol et sèment du maïs. Alors que celui-ci commence à mûrir, Asida fait la rencontre d'un soldat blessé venu chercher refuge sur l'île. Sublime allégorie de la vie, filmée avec une extrême simplicité qui souligne l'âpreté de la nature et sa beauté. *Corn Island* de George Ovashvili raconte l'histoire d'un tendre réveil et d'une quête de liberté, de secrets et de transformations que l'on ne peut ressentir mieux que dans la nature.

Corn Island, de George Ovashvili, Géorgie; DVD, www.trigon-film.org

teuses-compositrices s'épanouissent avec une aisance déconcertante sur fond de guitares, de ronroco (un charango baryton originaire de Bolivie), de percussions et de claviers aux rythmes latino-américains énergisants. Dans un espagnol passionné, elles réclament la fin du machisme ambiant ainsi que l'amour et l'égalité pour tous sans discrimination de sexe, de couleur de peau, d'ethnie, de religion ou d'orientation sexuelle. Ce troisième album invite à la joie de vivre.

Fémima, Perlas & Conchas
(Fémima Music/Indigo)

RADICAL ET EXPLOSIF



(er) Les programmeurs du Paléo Festival de Nyon ont fait preuve de courage en sélectionnant le groupe de percussion et de chant sud-africain BCUC (Bantu Continua Uhuru Consciousness). Le collectif de sept membres originaires de Soweto enthousiasme d'habitude plutôt un public d'initiés avec sa «pop du futur» radicale et explosive, baptisée «Africangungungu». Il a apporté, dans ses valises, son troisième CD : des rythmes traditionnels Nguni et Tsonga, propulsés par une basse méchante, avec des apparitions de rythmes rock et funk. Une intensité dramatique psychédélique, portée par les psalmodies chorales du style des églises évangéliques ou des shebeens (bars illicites). Femi Kuti et Soul Williams apportent ici et là des accents vocaux et de saxophone. Des raps vibrants complètent le tout. Les mots parlés permettent aux musiciens de dénoncer les dysfonctionnements de leur pays. Le message est puissant.

BCUC, The Healing (Buda Musique)

BRILLANT ET FASCINANT

(er) Les sons sont minimalistes et légers, puis denses et pulsés. Ils se réunissent en nuages sonores, avant de rappeler le doux son de la pluie. Ils créent ainsi des mondes imaginaires féériques à la musicalité incomparable, des mondes créés par la jeune musicienne coréenne Park Jiha à l'aide de quatre instruments traditionnels dont elle joue elle-même dans son extraordinaire deuxième album *Philos*. On peut y reconnaître le piri, une flûte en bambou, le yanggeum, une cithare aux cordes de métal,

le saenghwang, un orgue miniature qui se joue en aspirant et expirant, ainsi que le pyeonjong, un carillon. Les instruments soulignent la voix douce de la musicienne. Cette ambiance envoûtante et magique est portée par un poème écrit et récité par la Libanaise Dima El Sayed. Le texte s'oppose à la mode du «take-it-easy». Il s'inscrit parfaitement dans l'œuvre qui, avec une petite touche de mélancolie amère, exprime l'amour de Park Jiha pour le temps, l'espace et les sons. Brillant et fascinant!

Park Jiha, Philos (Tak:Til - Glitterbeat/Indigo)

LIVRES

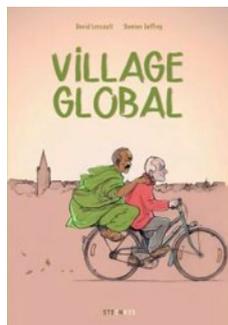
UN VOYAGE CULINAIRE



(zs) En Inde, les plats se dégustent avec les doigts. En Russie, on accueille ses hôtes avec de multiples petites entrées sur la table. Pain quotidien ou repas festifs, fourchette ou baguettes, sur des nappes à carreaux ou par terre : il existe mille et une façons de se sustenter. Cet ouvrage propose aux enfants dès six ans de découvrir d'autres cultures à travers la nourriture. Un voyage culinaire, via dix chapitres thématiques (habitudes alimentaires, préparation des repas, moments de partage, ...), qui titillera leurs papilles et leur donnera l'envie de goûter de nouvelles saveurs. Un livre ludique et graphique pour petits et grands gourmands!

Caroline Laffon (texte) et Véronique Joffre (illustration), Tour du monde gourmand, De La Martinière Jeunesse, Paris, 2019

ROMPRE AVEC LES IDÉES REÇUES



(zs) «C'est inadmissible!!!», «On n'en veut pas! On a déjà les Roms!», «Dans la chapelle! C'est de la provoc'!!!»: les réactions

fusent, après le discours du maire de la ville de Mazé annonçant que d'anciens logements accueilleront des demandeurs d'asile. La vieille chapelle, par exemple, sera convertie en appartements. Si certains font preuve d'hospitalité et de solidarité, d'autres montent aux barricades. Parmi les opposants, le vieil Aristide qui habite justement en face de la chapelle. Salomé vient chercher le calme chez son grand-père pour étudier son dossier d'économie, mais ce sont des dissensions qui l'attendent. Alors qu'elle se lie d'amitié avec les nouveaux voisins, elle fait la leçon à son aïeul. Si celle-ci s'avère quelque peu caricaturale, elle n'en est pas moins efficace. L'auteur de ce roman graphique, David Lassaut, connaît parfaitement son sujet : géographe, il est responsable du programme CAMIGRI, une recherche collective sur les migrations internationales menée dans les campagnes françaises.

David Lassaut (texte) et Damien Geoffroy (dessin), Village global, Steinkis, Paris, 2019

SUR LA ROUTE D'UN MIGRANT



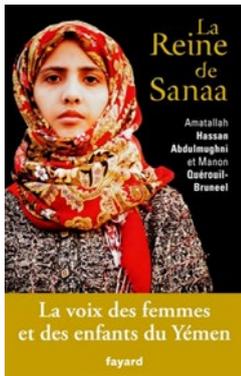
(zs) Parce que cette journaliste ne supporte plus «l'anonymat dans lequel les politiques européennes et les médias consignent souvent les personnes qui traversent la Méditerranée», elle décide de ne plus «le reproduire dans des articles avec des chiffres de noyés et d'arrivées». 18 avril 2015, un chalutier clandestin transportant 800 personnes vers l'Italie fait naufrage au large de la Libye. Seize mois plus tard, Taina Tervonen rencontre, à la morgue de Milan, l'équipe en charge des identifications. Parmi les objets personnels des victimes, elle découvre un téléphone en plusieurs morceaux. C'est la seule trace restante de PM390047, dont le corps demeuré anonyme est inhumé dans le carré des migrants du cimetière de Catane, en Sicile. Qui était cette personne? L'auteure reconstitue son histoire, du Sénégal à Milan, en passant par la Libye. Un récit bouleversant d'un destin brisé aux portes de l'Europe. *Taina Tervonen, Au pays des disparus, Fayard, Saint-Amand-Montrond, 2019*

UN SAUVETAGE ET UNE RENCONTRE

(zs) Elena et Pauline, seize ans et demi, lycéennes à Menton, à la frontière franco-italienne. Gabriel, vingt ans, et son petit frère Yared, sept ans, réfugiés érythréens. Passionnées d'escalade, les deux adolescentes arrêtent leur ascension pour observer les deux garçons et aussitôt leur porter secours. « (...) deux gamines, seules dans la montagne, risquaient leur peau pour sauver des inconnus. J'aurais pu être un bandit, un assassin mais elles étaient venues à nous simplement parce qu'elles avaient vu des humains en mauvaise posture », raconte Gabriel qui avait quitté la route avec Yared pour échapper aux patrouilles. Ainsi naît une grande rencontre, non sans obstacles. Le lecteur est plongé tour à tour dans la peau des quatre protagonistes, éprouvant espoirs et désespoirs, souvenirs, peurs et souffrances des réfugiés, mais également des jeunes filles.

Françoise Duesberg, Souffler sur la blessure, Academia/L'Harmattan, Paris, 2019

DES ESPOIRS ENVOLÉS



(zs) Amatallah Hassan Abdalmughni nourrissait de grands espoirs pour le Yémen, alors qu'elle était la Première ministre du « Conseil des Enfants ». Cet organe était composé de 35 membres. Tous mineurs, ils siégeaient au Parlement, aux côtés de leurs homologues adultes. La jeune fille ambitionnait de ramener la paix dans son pays et combattait les mariages forcés d'enfants ainsi que le port de la burqa dès l'âge de dix ans notamment, mais la guerre l'a rattrapée. Contrainte de s'exiler en Égypte, elle relate sa fuite grâce à la grand reporter Manon Quérouil-Brunnel. Elle doit « dissimuler ces ruisseaux de larmes qui coulent, incontrôlables ». Puis, elle revient sur son enfance dans un pays marqué par les violences et l'extrémisme. Un témoignage poignant, voué à « porter la voix de tous (...) [ses] concitoyens qui n'en ont plus ». *Amatallah Hassan Abdalmughni et Manon Quérouil-Brunnel, La Reine de Sanaa, Fayard, Paris, 2019*

FORMATION CONTINUE

DIPLOME POSTGRADE

Le Centre d'études du développement et de la coopération (NADEL) de l'EPFZ propose au semestre de printemps 2020 les formations continues suivantes :

- M4P – Making Markets Work for the Poor (2-6.3)
- Planning and Monitoring of Projects (9-13.3)
- Evaluation von Projekten (16-20.3)
- Finanzmanagement von Projekten (24-27.3)
- Climate Change and Development (30.3-3.4)
- Tools and Approaches for Capacity Development (22-24.4)
- Current Development Debate – Policy Coherence for Development (28-30.4)
- Conflict Sensitivity and Peacebuilding – Tools and Approaches (11-15.5)
- Migration: A Challenge for Development Cooperation (18-20.5)
- ICT4D – Concepts, Strategies and Good Practices (25-29.5)
- Impact Evaluations in Practice (2-5.6)
- VET between Poverty Alleviation and Economic Development (8-12.6)

Informations et inscriptions:

www.nadel.ethz.ch

DES EXPERTS VIENNENT À VOUS

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et 30 personnes au moins doivent prendre part à la manifestation.

Informations: Service de Conférences, Information DFAE, Palais Fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 058 462 31 53, courriel: vortragsservice@eda.admin.ch

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Manuel Sager (responsable), Georg Farago (coordination), Beat Felber, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf, production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

Réalisation. Photolitho et impression
Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Internet: www.deza.admin.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47 400 exemplaires

Couverture: Steppe aride, à la végétation clairsemée. La piste de sable menant à la ville de Tombouctou, au Mali, traverse un paysage typique de la région du Sahel. © Spiertz/Hollandse Hoogte/laif

ISSN 1661-1675

COUP DE CŒUR



© Sherwin Lainez

Voyager pour comprendre

Joy Frempong a grandi au Ghana et en Suisse. La musicienne vit aujourd'hui à Berlin. Elle est en tournée mondiale avec son duo OY.

Ma soif de voyage est généralement assouvie par les tournées de concerts. J'ai souvent eu la chance, grâce à ma musique, de pouvoir fuir vers des contrées chaudes au beau milieu de l'hiver. Si tel n'est pas le cas, je me console en écoutant de la musique ou en parcourant mes photos sur mon téléphone portable. Lorsque la tournée se prolonge, rester longtemps au même endroit et accomplir des tâches de la vie quotidienne devient un luxe. Pour moi, le sentiment d'être chez soi n'est pas lié à un lieu, mais m'empplit lorsque je me sens bien, lorsque je suis entourée des gens que j'aime. L'an dernier, j'ai donné deux concerts en Égypte. J'utilise ces séjours pour effectuer une « mise à jour de la vie réelle » du pays où je me trouve. Impressions visuelles et échanges avec la population locale complètent les images préconçues véhiculées par les médias. Les nouvelles deviennent ainsi des contextes. Pour l'album *No Problem Saloon*, j'ai visité plusieurs pays d'Afrique, parmi lesquels le Ghana, dont je suis originaire. J'y ai récolté des sons et des inspirations pour mes textes que j'ai ensuite transformés en chansons. Comme je peux encore voyager plus loin en pensée que dans le monde réel, je m'inspire aussi très volontiers de livres, de films ou de blogs pour créer mes œuvres.

(Propos recueillis par Samuel Schlaefli)

«Le Sahel est une zone stratégique, pleine de savoir-faire et de savoir-être, ainsi que de cultures, d'échanges et de sagesse. Elle regorge de fortes potentialités.»»

Aminata Sy, page 14

«Mieux vaut capter l'eau là où les réservoirs se trouvent et non, comme c'était l'usage jusqu'à présent, là où les populations s'installent.»

Ellen Milnes, page 30

«La pensée critique est essentielle pour la société civile. Les films documentaires peuvent avoir un énorme impact.»

Archil Khetaguri, page 39
